



HAL
open science

Les centres de recherche américains et européens au Maghreb, au Moyen-Orient et en Asie Centrale

Elise Massicard, Marielle Morin, Eric Vallet

► **To cite this version:**

Elise Massicard, Marielle Morin, Eric Vallet. Les centres de recherche américains et européens au Maghreb, au Moyen-Orient et en Asie Centrale. GIS Moyen-Orient et mondes musulmans. n° 1, 2022, Cahier du GIS, 9782493818003. hal-03633862

HAL Id: hal-03633862

<https://sciencespo.hal.science/hal-03633862>

Submitted on 19 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - ShareAlike 4.0 International License

Les centres de recherche américains et européens au Maghreb, au Moyen-Orient et en Asie Centrale

Janvier 2022

Cahier du GIS N°1



Les centres de recherche américains et européens au Maghreb, au Moyen-Orient et en Asie Centrale

État des lieux et perspectives
Janvier 2022

Élise Massicard, Marielle Morin, Éric Vallet

[I] INTRODUCTION 012

**[III] LES INSTITUTIONS DE
RECHERCHE AMÉRICAINES
AU MAGHREB,
AU MOYEN-ORIENT
ET EN ASIE CENTRALE 020**

**A LE COUNCIL OF AMERICAN
OVERSEAS RESEARCH CENTERS (CAORC)
ET SES CENTRES AFFILIÉS 024**

Statuts et source de financement 025

Des menaces récurrentes
de précarisation 026

La présence locale 027

Les bourses 028

B LES UNIVERSITÉS AMÉRICAINES 030

« AUB » et « AUC » 030

« American Universities »
au Moyen-Orient 032

Les campus délocalisés 033

C LES COLUMBIA GLOBAL CENTERS 035

Une stratégie novatrice ? 035

À la croisée de plusieurs modèles 036

Les axes de travail 036

Des facilitateurs d'échanges 037

**[III] LES INSTITUTIONS DE
RECHERCHE BRITANNIQUES
AU MOYEN-ORIENT 040**

LES BRITISH INTERNATIONAL RESEARCH
INSTITUTES (BIRI) 044

Des *charities* autonomes 044

Un statut local
transparent mais avec des contraintes 046

Une recherche en transition
et en tension 047

**[IV] LES INSTITUTIONS DE
RECHERCHE ALLEMANDES
AU MAGHREB,
AU MOYEN-ORIENT
ET EN ASIE CENTRALE 050**

A LE DEUTSCHES
ARCHÄOLOGISCHES INSTITUT 054

Présentation 054

Nouvelles orientations données
par la crise au Moyen-Orient 055

B LES INSTITUTS DE
LA MAX WEBER STIFTUNG 056

Structuration de la Max Weber Stiftung 056

Politiques scientifiques et mobilités 057

	Les partenariats	059
	Une stratégie forte et claire	060
C	UN ACCENT MIS SUR L'ASPECT « TRANSRÉGIONAL – TRANSDISCIPLINAIRE – PLURI-PARTENARIAL »	062
	La politique transrégionale de la Max Weber Stiftung	062
	Le Forum Transregionale Studien (FTS) Berlin	062
	Les Centres Merian	063
	Les clusters du DAI	063
D	LES FONDATIONS POLITIQUES ALLEMANDES	065
[V]	CONCLUSIONS	069
	LES CENTRES DE RECHERCHE NATIONAUX À L'ÉTRANGER, UN MODÈLE À TRANSFORMER?	072
	DES FONCTIONS DIVERSES, DE PLUS EN PLUS SPÉCIALISÉES	074
	DES PARTENARIATS AVEC LES AUTRES INSTITUTS FLUCTUANTS ET PEU STRUCTURÉS	078
[VI]	PROPOSITIONS	080

[VII]	ANNEXES	088
A	TABLEAU DES CENTRES ÉTRANGERS	090
B	INDEX DES SIGLES ET ACRONYMES	106
COLOPHON ET REMERCIEMENTS		108

TABLE DES CARTES

Les centres de recherches américains
et européens au Maghreb, Moyen-Orient
et en Asie centrale 010

Les centres et institutions de recherche
américains 022

Les centres de recherche britanniques 042

Les centres et institutions de recherche
allemands 052

Les centres fermés (fin 2021) 068

Les centres et institutions de recherche
français 070

Membres du Groupement d'intérêt scientifique Moyen Orient et Mondes musulmans

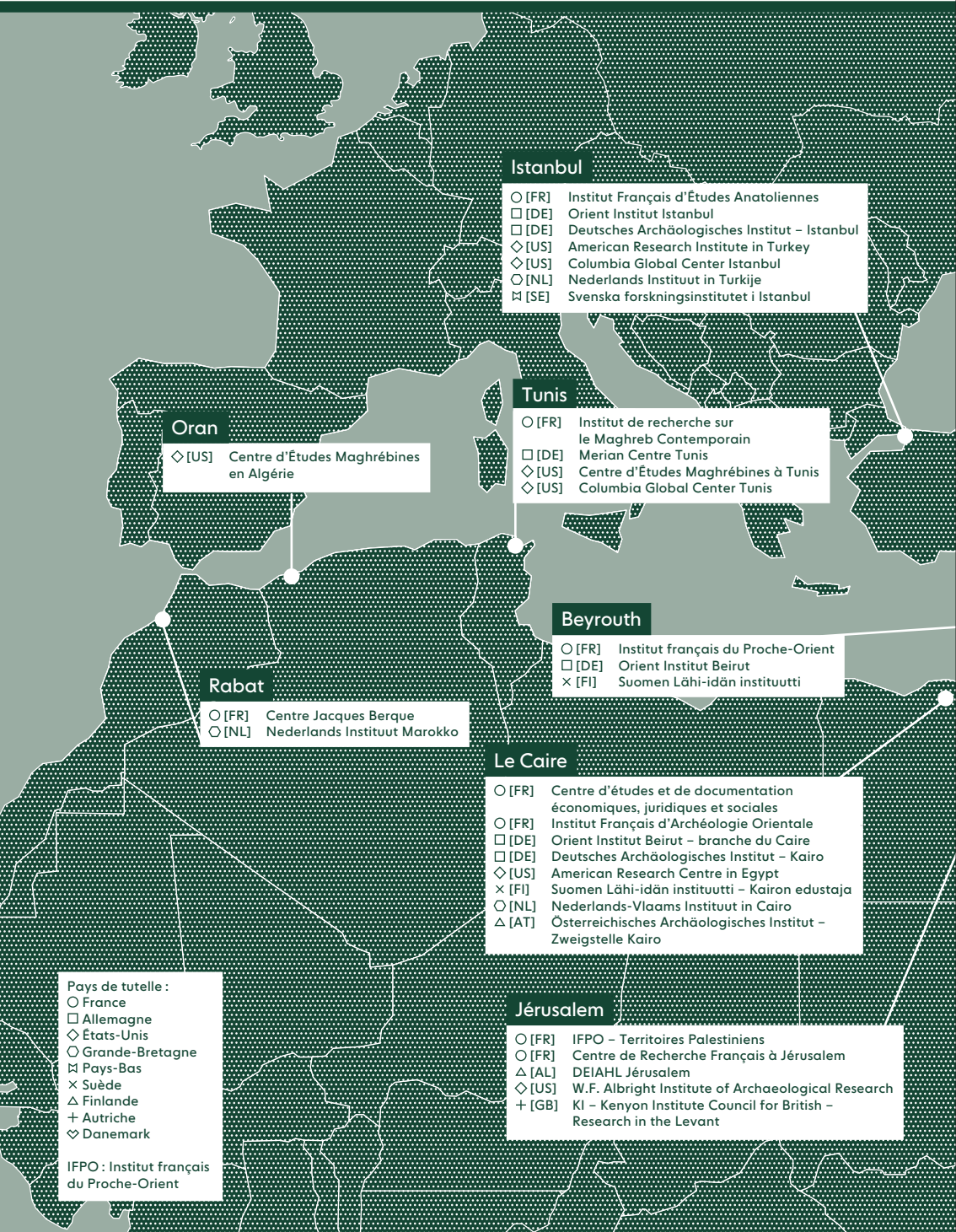
- CNRS
- Collège de France
- EHESS (L'école des hautes études en sciences sociales)
- EPHE (École Pratique des Hautes Études)
- L'ENS Lyon
- FMSH (Fondation maison des sciences de l'homme)
- IFAO (Institut Français d'Archéologie Orientale)
- Inalco
- INHA (Institut national d'histoire de l'art)
- IRD (Institut de recherche pour le développement)
- Aix-Marseille Université
- Université Paris I Panthéon-Sorbonne
- Université Sorbonne Nouvelle
- Sorbonne université
- Université de Paris
- Université Paris-Nanterre
- Université Lumière Lyon 2
- Université Lyon III Jean Moulin
- Université Paris Dauphine — PSL
- Sciences po Aix
- Sciences Po Grenoble
- Sciences Po Lyon
- Sciences Po Paris
- Université de Tours
- Université de Strasbourg

Le Groupement d'intérêt scientifique Moyen Orient et Mondes musulmans

Créé par le CNRS au 1^{er} janvier 2013, le Groupement d'intérêt scientifique (GIS) Moyen-Orient et mondes musulmans a vocation à fédérer l'ensemble des équipes de recherche françaises qui se consacrent à ce champ, dans toutes les disciplines concernées (histoire, géographie, sciences politiques, sociologie, anthropologie, histoire de l'art, littérature, islamologie, philosophie, archéologie). Au 1^{er} janvier 2022, le GIS rassemble 40 équipes de recherche (UMR et équipes d'accueil) et 10 UMIFRE / ÉFÉ (Écoles françaises à l'Étranger); ces unités relèvent en tout de 25 tutelles, universités, grandes écoles et organismes de recherche

Le champ couvert par le GIS s'intéresse en priorité au Moyen-Orient et au Maghreb, en raison d'une longue tradition française d'étude des sociétés qui les composent. Il n'entend pas pour autant ignorer les autres « mondes musulmans » : cette expression se réfère à une histoire et à une culture communes, développées au-delà des mondes arabe, persan et turc dans de vastes espaces qui s'étendent à l'Inde et à l'Asie du Sud-Est, en passant par l'Asie centrale et l'Afrique subsaharienne, et elle englobe toutes les sociétés qui sont aujourd'hui concernés par le fait islamique en Europe et en Amérique. Le champ d'intervention du GIS couvre donc de très vastes régions de la planète et possède par définition une délimitation mouvante. Seul un nombre limité des équipes du GIS s'insère entièrement dans le champ thématique du groupement. Dans la plupart des cas, il s'agit d'équipes généralistes ou thématiques, au sein desquelles œuvrent quelques chercheurs et enseignants-chercheurs spécialistes du Moyen-Orient et des mondes musulmans.

Le GIS MOMM est par son objet d'étude naturellement enclin aux collaborations internationales, ou du moins à une ouverture internationale, que ce soit avec les régions étudiées ou avec les mondes académiques européens et anglo-saxons. C'est dans cette perspective internationale qu'il convient donc de replacer l'ensemble des constats et des réflexions qui seront faits dans ce rapport.



Istanbul

- [FR] Institut Français d'Études Anatoliennes
- [DE] Orient Institut Istanbul
- [DE] Deutsches Archäologisches Institut – Istanbul
- ◇ [US] American Research Institute in Turkey
- ◇ [US] Columbia Global Center Istanbul
- [NL] Nederlands Instituut in Turkije
- ⌘ [SE] Svenska forskningsinstitutet i Istanbul

Tunis

- [FR] Institut de recherche sur le Maghreb Contemporain
- [DE] Merian Centre Tunis
- ◇ [US] Centre d'Études Maghrébines à Tunis
- ◇ [US] Columbia Global Center Tunis

Oran

- ◇ [US] Centre d'Études Maghrébines en Algérie

Beyrouth

- [FR] Institut français du Proche-Orient
- [DE] Orient Institut Beirut
- × [FI] Suomen Lähi-idän instituutti

Rabat

- [FR] Centre Jacques Berque
- [NL] Nederlands Instituut Marokko

Le Caire

- [FR] Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales
- [FR] Institut Français d'Archéologie Orientale
- [DE] Orient Institut Beirut – branche du Caire
- [DE] Deutsches Archäologisches Institut – Kairo
- ◇ [US] American Research Centre in Egypt
- × [FI] Suomen Lähi-idän instituutti – Kairon edustaja
- [NL] Nederlands-Vlaams Instituut in Cairo
- △ [AT] Österreichisches Archäologisches Institut – Zweigstelle Kairo

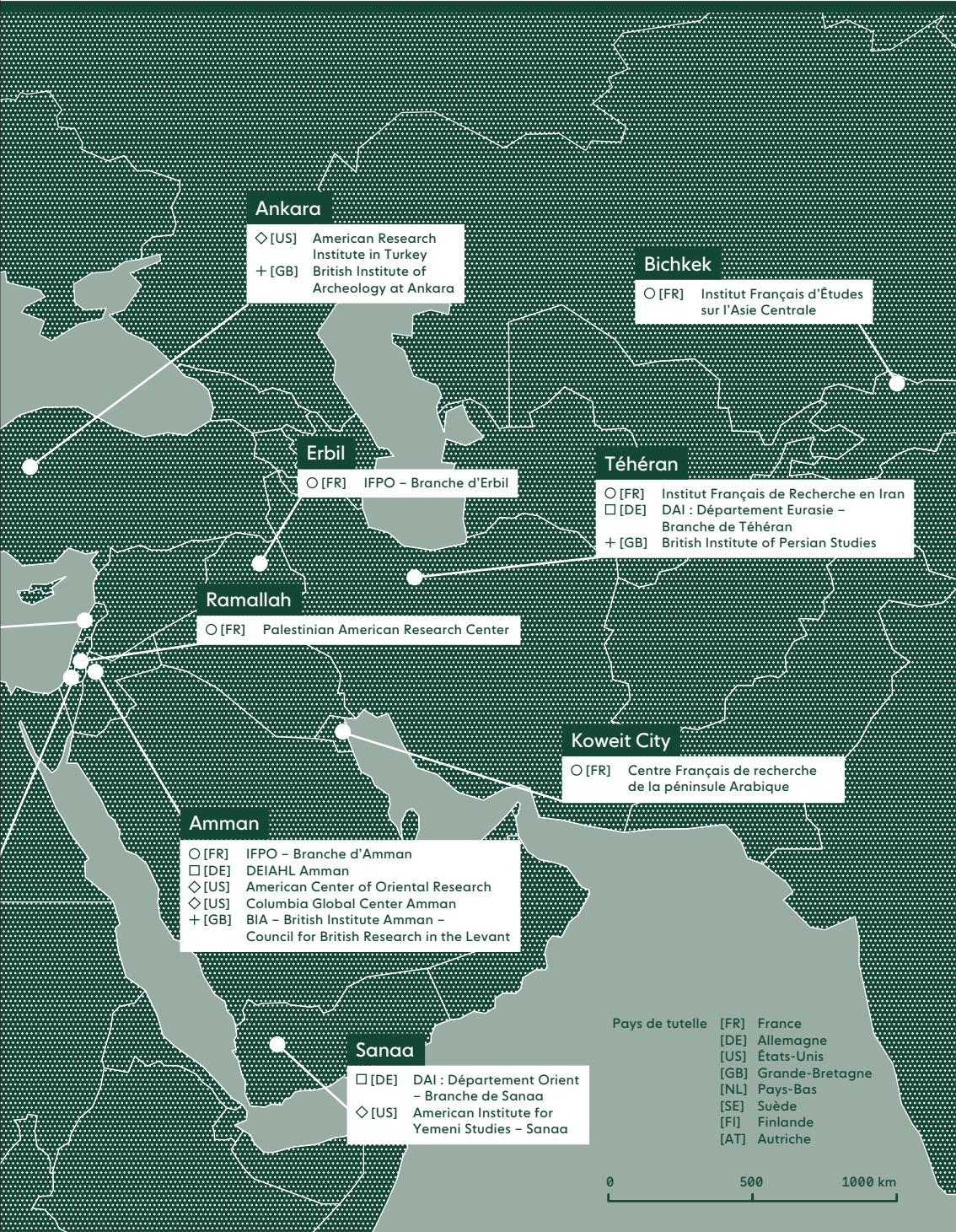
Jérusalem

- [FR] IFPO – Territoires Palestiniens
- [FR] Centre de Recherche Français à Jérusalem
- △ [AL] DEIAHL Jérusalem
- ◇ [US] W.F. Albright Institute of Archaeological Research
- + [GB] KI – Kenyon Institute Council for British – Research in the Levant

Pays de tutelle :

- France
- Allemagne
- ◇ États-Unis
- Grande-Bretagne
- ⌘ Pays-Bas
- × Suède
- △ Finlande
- + Autriche
- ◇ Danemark

IFPO : Institut français du Proche-Orient



012—013

[1]

INTRODUCTION

En 2014, le Groupement d'intérêt scientifique Moyen-Orient et mondes musulmans (GIS MOMM) publiait son *Livre blanc des études françaises sur le Moyen-Orient et les mondes musulmans*, coordonné par Catherine Mayeur-Jaouen, qui avait pour principal but de mettre en lumière points forts et faiblesses de la recherche française dans ce domaine, ainsi que d'en dessiner des perspectives. Il pointait notamment le risque d'un décrochage international de la recherche française qui avait longtemps excellé dans les études « orientales » ou « aréales ». La présence de chercheurs et universitaires avec une connaissance aiguë de contextes étrangers, forgée lors de contacts approfondis avec le terrain et avec les milieux savants issus de ces sociétés, a nourri durant des décennies cette spécificité française. Institutionnellement, cela a été porté par des formations universitaires de qualité sur les différentes régions du monde, mais aussi par l'appui des instituts français à l'étranger – un réseau ancien et dense, significativement étoffé à la fin du XX^e siècle, que beaucoup de collègues et partenaires étrangers ont longtemps envié. Durant des décennies, ce dispositif des Instituts français de recherche à l'étranger (UMIFRE), aujourd'hui placé sous la double tutelle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du CNRS, en complémentarité avec les Écoles françaises à l'étranger (EFE) et les antennes de l'Institut de Recherche sur le Développement (IRD), a notamment permis la formation des jeunes chercheurs au travail de terrain et à la connaissance approfondie d'une région, ainsi que le développement de réseaux de chercheurs locaux associés, plus ou moins étendus selon les lieux d'implantation. La zone Maghreb-Moyen-Orient-Asie Centrale est celle qui montre la plus grande densité de ces instituts, pour des raisons historiques. L'avenir de ces instituts constitue ainsi un enjeu majeur pour les chercheurs spécialistes de cette aire.

Ce réseau est-il toutefois adapté aux enjeux scientifiques et académiques de ce début de XXI^e siècle ? Plusieurs raisons poussent aujourd'hui la communauté de recherche française à poser cette question dans le cadre des travaux du GIS MOMM qui la fédère. Deux défis majeurs, en particulier, nous paraissent devoir être relevés.

015 [I] PREMIER DÉFI: L'ADAPTATION DU RÉSEAU DES INSTITUTS DE RECHERCHE FRANÇAIS À L'ÉTRANGER AUX CRISES MULTIPLES QUE TRAVERSE LA RÉGION

Le contexte régional et son évolution depuis une dizaine d'années ont conduit à des bouleversements des conditions de travail sur le terrain et ont rendu plus difficiles, voire ont drastiquement diminué les mobilités : d'une part, comme partout – mais de manière différenciée selon les pays – la pandémie de COVID a mis un coup d'arrêt brutal à de nombreux projets, programmes et missions. D'autre part, au Moyen-Orient spécifiquement, les situations de conflit et de crise qui se sont multipliées depuis les années 2010 ont rendu l'accès aux terrains plus difficile – entraînant notamment la fermeture de plusieurs de ces centres de recherche, la reconfiguration massive des thèmes de recherche, des modalités d'enquête et des interactions, et l'évolution massive des partenariats locaux, les besoins des partenaires changeant de nature dans de nombreux cas.

Ces situations de crise rendent pourtant la connaissance plus précieuse que jamais pour mieux comprendre les sociétés de la région, maintenir des contacts, et continuer à former à des savoirs localement ancrés et non « désincarnés ». D'une manière générale, à l'heure de la globalisation, la connaissance précise des sociétés et cultures demeure un impératif de savoir – la connaissance acquise sur place, suite à une fréquentation longue et soutenue des documents et sociétés en question, la participation à certains de leurs débats, étant irremplaçable, même à l'heure du tout-numérique.

DEUXIÈME DÉFI: LE REPOSITIONNEMENT DES INSTITUTS DE RECHERCHE FRANÇAIS À L'ÉTRANGER DANS UN CONTEXTE ACADÉMIQUE MONDIAL MARQUÉ PAR UNE FORTE INTERNATIONALISATION

Depuis la dernière réforme d'ampleur du réseau des instituts de recherche français, au tournant des années 2000, le paysage mondial de la recherche et de l'enseignement supérieur a fortement évolué, avec une tendance à la croissance exponentielle des mobilités étudiantes, à l'essor de la recherche financée sur programmes, à la diversification des modes de financement, et enfin à une forte internationalisation des carrières. La mobilité est devenue très importante dans l'exercice de la recherche au niveau international, y compris et notamment pour les jeunes chercheurs. L'internationalisation de la recherche est unanimement reconnue comme une priorité et est devenue un critère majeur pour l'accès aux financements européens. L'affirmation de ces logiques partenariales à tous les niveaux a été d'autant plus forte qu'elle avait pour ambition de dépasser des formes de recherche considérées comme néo-coloniales. Dans quelle mesure le réseau des UMIFRE, essentiellement façonné dans un cadre bilatéral (des relations entre la France et tel ou tel pays) et situé dans le giron du réseau diplomatique français, est-il équipé pour trouver une place dans ce paysage beaucoup plus internationalisé? Aux facteurs conjoncturels lourds dans la région viennent ainsi s'ajouter des facteurs structurels handicapants souvent évoqués pour l'ensemble de la recherche française en sciences humaines et sociales: notamment le décalage linguistique lié à la perte de vitesse du français comme langue scientifique, certaines tendances à travailler en « vase clos », renforcées par un sous-financement chronique, accentué d'année en année. Conjugués, ces facteurs font courir aux recherches aréales françaises le risque d'un décrochage durable et irréversible; ils contribuent à faire perdre aux instituts français une partie de leur rayonnement.

Cette perte de vitesse est d'autant plus sensible que, dans le même temps, d'autres pays – au premier rang desquels la Grande-Bretagne, les États-Unis, l'Allemagne, mais on pourrait aussi citer la Suède ou les Pays-Bas – ont implanté des instituts de recherche à l'étranger – anciens pour la Grande-Bretagne, plus récents pour les autres pays. Certains, comme l'Allemagne, ont pris en quelques années une envergure appréciable. Comment repenser leur action dans un contexte d'internationalisation croissante et de frein aux mobilités ?

Alors que les tutelles des UMIFRE, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et CNRS, mènent depuis plusieurs mois une réflexion stratégique sur l'évolution institutionnelle du dispositif, se traduisant notamment par une réforme de leurs conseils scientifiques et par la perte d'autonomie administrative et budgétaire de certaines d'entre elles, le GIS MOMM a souhaité apporter sa contribution à cette réflexion stratégique. Ce cahier s'inscrit dans cette perspective en proposant un pas de côté, afin de replacer l'évolution du réseau des UMIFRE dans un contexte plus large – celui de l'internationalisation croissante de la recherche dans la région, et des nouveaux défis auxquels elle est confrontée.

Dans le but d'alimenter cette réflexion et de l'inscrire dans un panorama plus vaste, ce cahier a pour objectif de présenter de manière synthétique le paysage mouvant des centres de recherche étrangers au Moyen-Orient et dans les mondes musulmans. Il se concentre sur les centres de recherche liés aux trois pays disposant des principaux réseaux : États-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne. Au-delà des instituts académiques au sens strict, nous avons fait le choix d'inclure d'autres institutions issues de ces pays et actives dans la recherche en sciences humaines et sociales (certaines implantations universitaires, fondations privées, etc.), pour tenir compte de la diversité des modes d'intervention et d'action qui nous paraît un élément important du paysage actuel.

Le cahier ne revient pas en détail sur d'autres instituts qui ont une présence plus limitée (comme les instituts de recherche suédois, autrichiens ou néerlandais), même s'il signale leur existence. Dans un paysage extrêmement mouvant, il ne prétend pas présenter un panorama exhaustif, ni préjuger des évolutions à venir au cours de la prochaine décennie. Ainsi, la Chine a-t-elle récemment augmenté sa présence au Moyen-Orient, en ouvrant des instituts culturels et linguistiques qui, pour l'instant, ne sont pas actifs dans la recherche en sciences humaines et sociales. Le cahier s'attarde peu également sur les vecteurs de l'influence transnationale de certains pays de la zone dans le domaine scientifique (Turquie, Iran, pays du Golfe) ni sur l'évolution des paysages locaux de l'enseignement supérieur et de la recherche dans les pays de la région, pourtant fortement corrélés avec les dynamiques ici décrites.

L'objectif du cahier est plus modestement de présenter la structuration et les modes de fonctionnement de ces centres de recherche dans leurs spécificités, ainsi que de réfléchir à leur contribution à la production du savoir. Il s'agit de mettre en exergue certaines tendances globales, mais aussi des spécificités de certaines institutions ou de manières de faire. Cette réflexion comparative a un objectif prospectif ; elle vise à réfléchir aux atouts, aux potentiels, mais aussi aux faiblesses des centres français dans ce paysage en pleine reconfiguration ; ainsi que de proposer des pistes pour

consolider cet héritage et dépasser certaines difficultés récurrentes, en réfléchissant à la manière dont les instituts français pourraient s'inscrire au mieux dans ce paysage. Comment les maintenir au plus haut niveau international? Comment assurer et pérenniser leur contribution aux études sur ces différentes aires culturelles? Comment optimiser leur insertion à l'international et favoriser leurs partenariats?

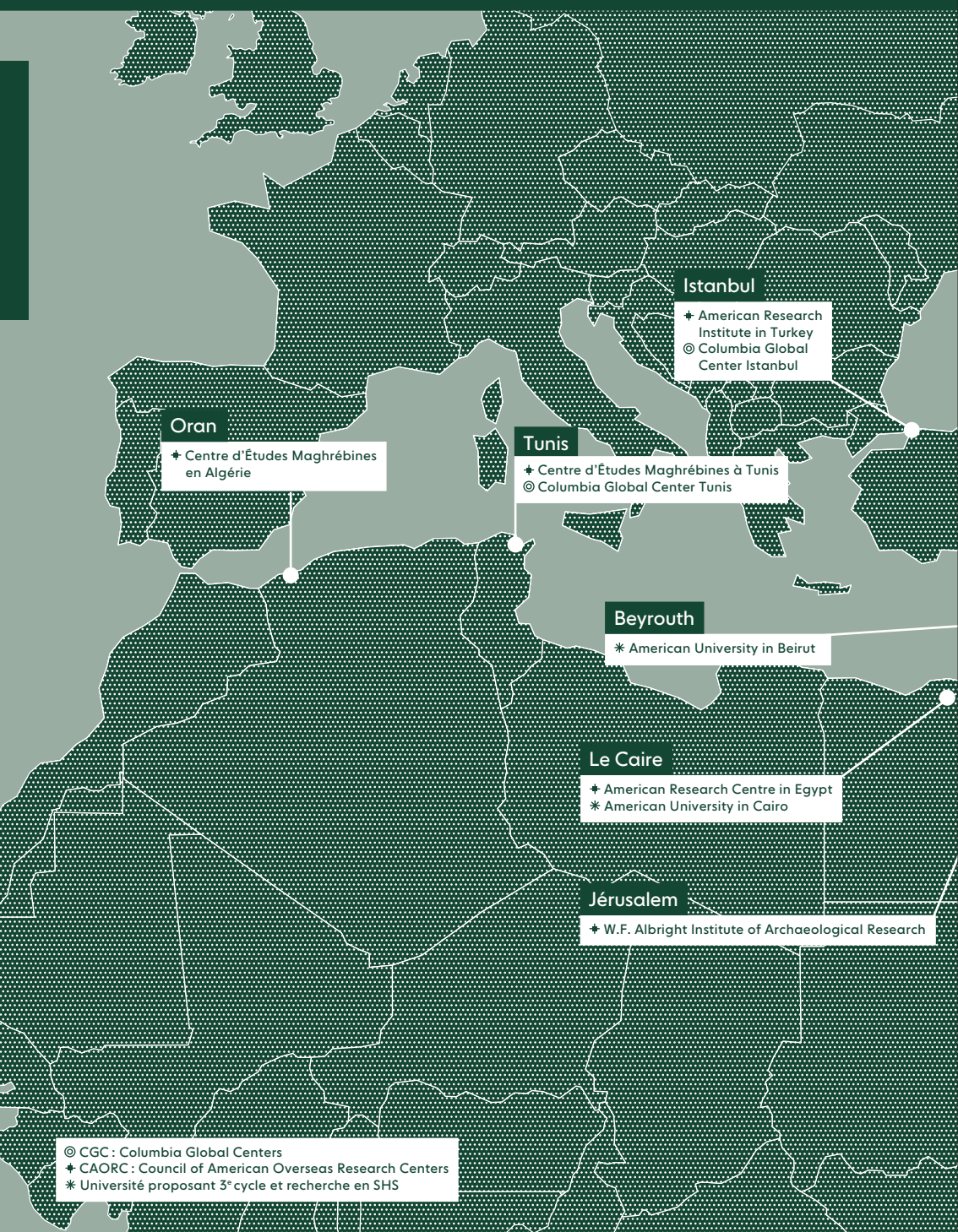
Ce cahier constitue le premier jalon d'une série de publications cherchant à approfondir et mettre à jour le diagnostic général posé dans le Livre blanc de 2014. Depuis 2017, le GIS MOMM a souhaité produire une réflexion collective structurée sur les dimensions internationales de la recherche française sur les mondes musulmans, dans le cadre d'un groupe de travail sur l'internationalisation, puis de l'organisation d'un Forum du GIS (*Au-delà des frontières? La recherche française et les nouvelles circulations régionales des savoirs au Maghreb et au Moyen-Orient*, mars-avril 2021). L'objectif de ce travail est d'élaborer une cartographie la plus complète possible de la coopération internationale française dans les études concernant le Maghreb, le Moyen-Orient et les mondes musulmans, tenant compte notamment de la diversification des partenariats scientifiques et institutionnels – avec des universités, des centres de recherche, des fondations, des ministères locaux. Le présent cahier est une première contribution, en appelant d'autres – sur la question des publications et des traductions depuis et vers les langues du Moyen-Orient ou sur l'évolution des paysages locaux de la recherche.



020—021

[II]

LES INSTITUTIONS
DE RECHERCHE
AMÉRICAINES AU
MAGHREB, AU
MOYEN-ORIENT ET
EN ASIE CENTRALE^[1]

**Oran**

✦ Centre d'Études Maghrébines en Algérie

Tunis

✦ Centre d'Études Maghrébines à Tunis
© Columbia Global Center Tunis

Istanbul

✦ American Research Institute in Turkey
© Columbia Global Center Istanbul

Beyrouth

* American University in Beirut

Le Caire

✦ American Research Centre in Egypt
* American University in Cairo

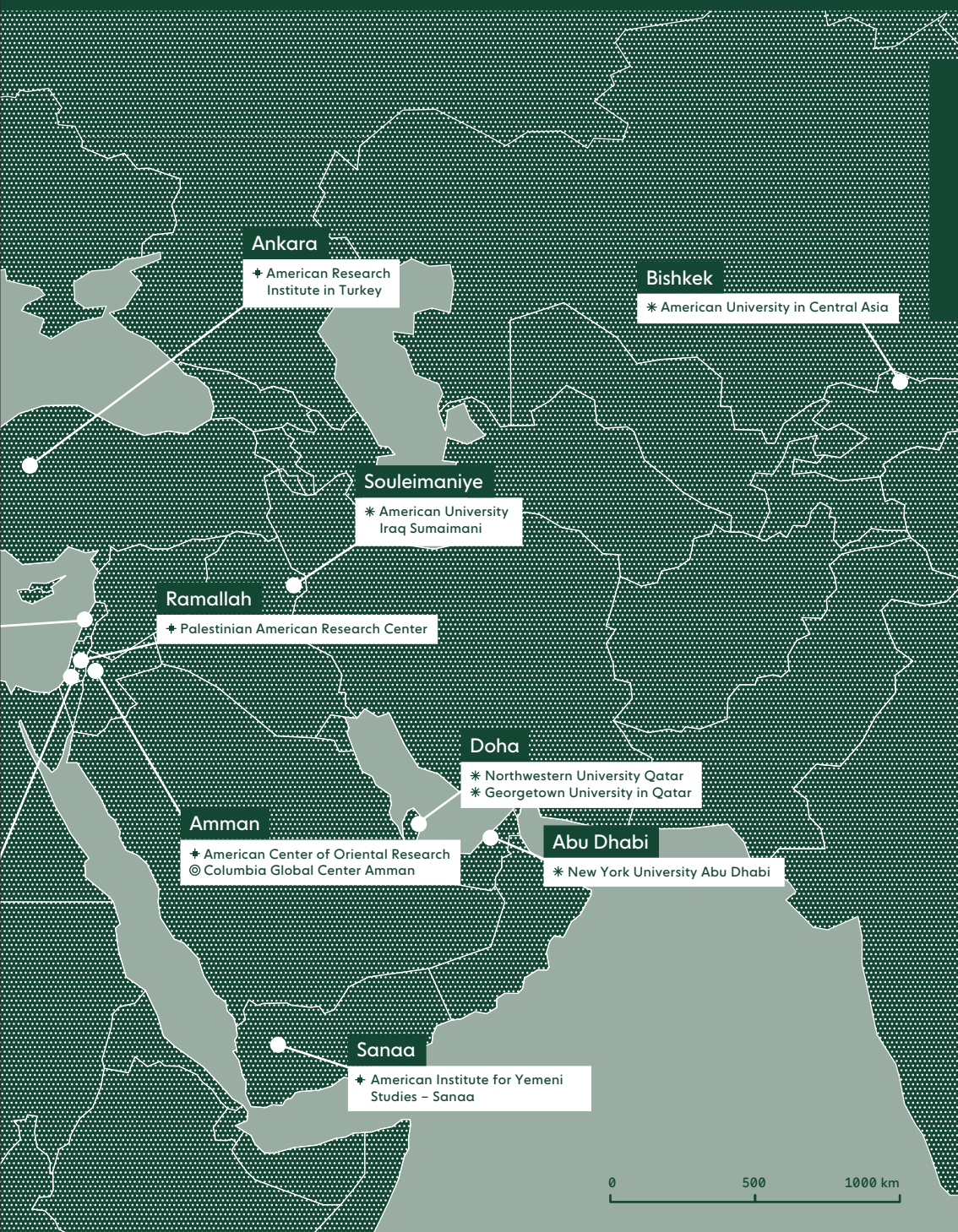
Jérusalem

✦ W.F. Albright Institute of Archaeological Research

© CGC : Columbia Global Centers

✦ CAORC : Council of American Overseas Research Centers

* Université proposant 3^e cycle et recherche en SHS

**Ankara**

✦ American Research
Institute in Turkey

Bishkek

* American University in Central Asia

Souleimaniye

* American University
Iraq Sumaimani

Ramallah

✦ Palestinian American Research Center

Doha

* Northwestern University Qatar
* Georgetown University in Qatar

Amman

✦ American Center of Oriental Research
© Columbia Global Center Amman

Abu Dhabi

* New York University Abu Dhabi

Sanaa

✦ American Institute for Yemeni
Studies – Sanaa

024 [III] A

LE COUNCIL OF AMERICAN OVERSEAS RESEARCH CENTERS (CAORC) ET SES CENTRES AFFILIÉS

La présence américaine s'organise autour de deux pôles contrastés : d'une part, des centres de recherche indépendants, dont la création est parfois ancienne, structurés autour du Council of American Overseas Research Centers; de l'autre, plusieurs universités américaines s'étant implantées dans la région, et dont certaines ont développé récemment des centres et activités de recherche.

Le Council of American Overseas Research Centers (CAORC) a été fondé en 1981. Il fédère des instituts de recherche indépendants et à but non lucratif basés à l'étranger (Overseas Research Centers – ORC) et spécialisés en sciences humaines et sociales. Au total, 25 centres de recherche américains dans 29 pays lui sont affiliés, certains centres ayant plusieurs branches.

Une dizaine de ces centres opèrent dans ou sur la région Afrique du Nord – Moyen Orient :

[1]

Cette partie se base sur des entretiens avec la directrice adjointe du Council of American Overseas Research Centers, la directrice adjointe et le responsable des programmes du Columbia Global Center Amman, des universitaires spécialistes de la présence américaine dans l'éducation au Moyen-Orient et sur la lecture des rapports des Columbia Global Centers et la consultation de différents sites institutionnels. Pour des informations plus détaillées sur les différents instituts, se référer au tableau en annexe.

- The Academic Research Institute in Iraq (TARII) – Bureau en Jordanie
- W.F. Albright Institute of Archaeological Research (AIAR) – Jérusalem, Israël
- American Center of Oriental Research (ACOR) – Amman, Jordanie
- American Institute for Maghrib Studies (AIMS) qui comprend trois antennes : Tangier American Legation Institute for Moroccan Studies (TALIM) – Tanger, Centre d'Études Maghrébines à Tunis (CEMAT), Centre d'Études Maghrébines en Algérie (CEMA) – Oran
- American Institute for Yemeni Studies (AIYS) – Sanaa
- American Institute of Iranian Studies (AIIRS) – pas de bureau en Iran, domicilié à New York
- American Research Center in Egypt (ARCE) – Le Caire
- American Research Institute in Turkey (ARIT) – Ankara & Istanbul
- Palestinian American Research Center (PARC) – Ramallah

Ils varient en taille et en importance ainsi qu'en ancienneté. Pour beaucoup, notamment les plus anciens de ces centres, la thématique de recherche principale était l'archéologie. Aujourd'hui, tous les instituts axent une partie de leurs travaux sur la préservation et la documentation du patrimoine culturel du pays concerné mais aussi sur la compréhension des sociétés modernes et donc s'orientent également vers les SHS plus contemporaines.

Ce changement d'orientation de la recherche dans les ORC est perceptible depuis une vingtaine d'années. À l'ACOR d'Amman par exemple, des années 1990 jusqu'au début des années 2000, la majorité des demandes de bourses portaient sur l'archéologie. Aujourd'hui 85 % concernent les SHS. Cette évolution ne s'est toutefois pas encore reflétée au niveau de la gouvernance de chacun des centres.

Leur mission principale est d'aider les chercheurs invités à mener leurs recherches en facilitant l'obtention d'autorisations de recherche et de visas, en fournissant un logement lorsqu'ils sont équipés de chambres ou en aidant à en trouver un, en mettant les chercheurs invités en contact avec les institutions et les chercheurs locaux, en leur offrant un lieu où présenter leurs recherches et en collaborant avec d'autres centres du réseau et des institutions partenaires sur des programmes et des projets divers. Un volet important de leur action est l'attribution de bourses permettant à ces chercheurs invités de venir.

Statuts et source de financement

Le CAORC a un statut d'ONG américaine à but non lucratif qui fédère des centres indépendants basés à l'étranger (*private not-for-profit federation of independent overseas research centers*). Son financement émane du Département d'État (ministère des Affaires étrangères), du Département de l'Éducation et de la Smithsonian Institution^[2] mais également de fondations privées ainsi que de mécènes ou de fonds philanthropiques : Andrew W. Mellon Foundation,

[2]

La Smithsonian Institution est une institution de recherche scientifique, créée sous l'égide de l'administration américaine en 1846. Elle fait fonctionnellement et juridiquement partie du gouvernement fédéral.

Carnegie Corporation of New York, J.M. Kaplan Fund, Joukowsky Family Foundation, Rockefeller Foundation, The Gladys Krieble Delmas Foundation.

Une partie de la mission du CAORC est d'aider les centres qu'il pilote à obtenir des financements de ces diverses sources ainsi que d'autres, plus ciblées, telles la Library of Congress pour les bibliothèques par exemple. En outre, le recours aux financements privés par chaque institut est assumé et encouragé. Chacun des centres propose au public de soutenir son action en devenant membre et les sites web ont une page (ou parfois plusieurs) invitant à l'adhésion et aux différents dons possibles. Le site web de l'ACOR met à l'honneur les mécènes de l'année: <https://acorjordan.org/50th-anniversary-honor-roll-of-donors/>

Les ORC sont enregistrés dans chaque pays en tant qu'ONG. Ils suivent le droit local et font l'objet d'un protocole d'accord (*Memorandum of Understanding*) avec le ministère ou l'autorité compétente qui selon les pays peut être le ministère de la Culture ou celui de l'Enseignement. Dans certains pays d'implantation, la loi peut imposer un fonctionnement spécifique comme en Turquie par exemple, où les ONG doivent avoir un conseil d'administration local.

Indépendants de l'ambassade, ils maintiennent néanmoins avec celle-ci des relations et partagent l'information sur leurs activités. Les relations avec l'ambassade, l'ambassadeur et son conseiller culturel peuvent être sources de tensions selon la tendance de ces derniers à vouloir intervenir dans les programmes des centres. Le renouvellement rapide du personnel des ambassades dans certains pays sensibles où les séjours se limitent parfois à une seule année ne facilite pas l'établissement de relations stables.

En outre, le financement des ORC peut être remis en question par l'ambassade qui peut théoriquement recommander à Washington de diminuer le budget de tel ou tel centre, éventualité pour laquelle il y a déjà eu des précédents. Toutefois, c'est le Département d'État qui a le dernier mot et la gouvernance du CAORC peut intervenir auprès de ce dernier pour éviter les coupes budgétaires injustifiées. Les ORC s'efforcent de mener des programmes de recherche indépendants des financeurs américains comme de l'emprise des pays d'accueil.

Des menaces récurrentes de précarisation

Le budget central du CAORC a été à son plus haut niveau en 2010 et diminue depuis lors. Sous l'administration Trump, le financement de centres de recherches à l'étranger a été remis en question et une partie du travail de l'équipe du CAORC à Washington a consisté à faire du lobbying auprès des sénateurs pour obtenir des fonds. Toutefois, les baisses budgétaires anticipées n'ont finalement pas eu lieu. L'arrivée de la nouvelle administration n'est cependant pas nécessairement la promesse d'une amélioration. La menace de coupes budgétaires reste présente et demeure une constante.

Ce mode de financement a plusieurs répercussions sur la manière de faire de la recherche dans les ORC ainsi que sur les thématiques de recherche elles-mêmes. En effet, on voit se développer des projets à plus court terme intitulés «*rapid-response projects*» où il s'agit, par exemple, d'intervenir pour la préservation ou la restauration du patrimoine après un bombardement.

Cela implique également de se consacrer davantage à des projets susceptibles de convaincre les décisionnaires américains et qui ont un

impact pour la société civile américaine. C'est ainsi que le CAORC organise des séjours de formation des enseignants et personnels administratifs de Community Colleges^[3] américains ou bien que le Palestinian American Research Center (PARC) à Ramallah a mis sur pied des séminaires destinés aux universitaires américains non-spécialistes des aires culturelles en leur proposant une approche « aréaliste » de leur discipline. Par exemple, tous les deux ans (en période normale), dix professeurs américains de médias, de cinéma, de journalisme et de communication explorent le paysage complexe de la Palestine et rencontrent des homologues palestiniens.

Le CAORC obtient plus facilement des financements lorsqu'il met en avant des projets pouvant se raccrocher à des programmes phares américains tels que « Countering Violent Extremism » du Département de la Sécurité Intérieure, par exemple, qui organise des actions impliquant des jeunes et visant à les éloigner de la tentation d'une radicalisation. De même, le recentrement sur le contemporain vise d'une part se démarquer des recherches associées à un « orientalisme » classique décrié, mais aussi à appuyer les demandes de financement (pas toujours comprises par les décideurs à Washington s'il s'agit de patrimoine et de monuments anciens).

La présence locale

La situation immobilière varie selon les pays. Les centres de Jordanie et d'Égypte ou encore le W. F. Albright Institute of Archaeological Research (AIAR) à Jérusalem ont des locaux confortables, ce qui n'est pas le cas de certains autres centres comme la branche d'Istanbul de l'American Research Institute in Turkey (ARIT) hébergée au sein de l'Université Koç, une université privée très excentrée. Ce type de situation peut faciliter les partenariats et les liens avec les étudiants mais essentiellement au sein de l'université d'accueil, avec bien moins de visibilité au-delà de ses murs.

En termes de sécurité, seule une décision d'évacuation peut avoir un impact sur la présence américaine dans les ORC. Si en 2011, en Égypte, le personnel américain n'a pas été obligé de partir, aujourd'hui plusieurs centres de la région n'ont plus de personnel américain pour des raisons de sécurité évidentes : the American Research Institute in Iraq (TARII), the American Institute of Iranian Studies (AIIS) et the American Institute for Yemeni Studies (AIYS). Le TARII a un *Resident Director* qui est hébergé à Amman à l'American Center of Oriental Research ou ACOR, dans l'attente de l'ouverture du futur TARII Research Center and Library à Bagdad.

Seuls l'Égypte, la Jordanie et Jérusalem ont des centres suffisamment importants pour bénéficier de plusieurs postes de personnel expatrié (voir tableau en annexe). Les salaires proposés au personnel américain pour diriger les centres sont néanmoins inférieurs à ceux auxquels ils pourraient prétendre en restant aux États-Unis dans une université. De plus, ils ne

[3]

Les community colleges, qui proposent une formation en deux ans, n'ont pas d'équivalent en France. Leur création remonte au début du XX^e siècle. À côté des universités sélectives et formant l'élite, ils ont été conçus comme des établissements de proximité, pour démocratiser l'accès à l'enseignement supérieur. Ils ont été créés par des lycées, des universités, ou sont nés dans le giron de fédérations professionnelles. Certains sont très familiaux, d'autres gèrent des effectifs massifs (95 000 étudiants pour le Houston Community College). Ils proposent des cursus généralistes ou tournés vers la préparation d'un métier. Pour les étudiants, deux possibilités : sortir avec un diplôme (l'*associate degree*), ou demander, avec les crédits accumulés, un « transfert » vers une université, afin d'obtenir deux ans plus tard un *bachelor degree*. » *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/campus/article/2017/03/04/les-community-colleges-heros-meconnus-de-l-enseignement-superieur-americain_5089395_4401467.html

perçoivent pas d'indemnité de résidence. En raison de ces salaires relativement bas par rapport aux barèmes des ambassades par exemple, il peut s'avérer difficile de trouver des chercheurs prêts à partir en poste, et ces centres ne comportent pas de chercheurs locaux permanents. Le personnel de recherche américain est, sauf exception, relativement peu nombreux et cela a des conséquences sur la production scientifique des centres. Ce sont des chercheurs qui travaillent sur leurs propres recherches en plus de diriger un centre, et celui-ci n'a pas d'axe de recherche propre. La longueur des mandats ne suit pas de règle spécifique et dépend des pays : le fonctionnement est « ouvert et flexible ». La règle en Tunisie était d'un remplacement tous les deux ans, puis cela a été jugé trop court : l'actuelle directrice est en poste depuis 2011.

Les bourses

Les bourses sont un axe essentiel de l'action des ORC. Les centres sont parfois perçus par leurs partenaires étrangers comme des institutions dont l'activité est principalement centrée sur l'attribution de diverses bourses, même si elle ne se résume pas à cela.

Une partie du financement de celles-ci vient du budget central (Bureau of Educational and Cultural Affairs du Département d'État) et, dans ce cas, elles sont exclusivement destinées à des citoyens américains. Exceptions à cette règle : les instituts sur l'Irak, le Yémen et l'Iran, qui n'ont pas de personnel américain sur place, offrent des bourses financées par le Département d'État et destinées à des chercheurs locaux. Dans ce cas, les financements représentent de petits montants (1000/1500\$) afin de permettre à des chercheurs du pays d'implantation de terminer un projet, pour assister à des conférences à l'étranger (avec facilitation de visas) ou faire des recherches dans des archives à l'étranger également.

L'autre volet des bourses et financements destinés aux chercheurs (doctorants, jeunes chercheurs ou chercheurs confirmés) et relevant de chaque centre est financé via des fonds publics hors dotation structurelle (fonds du NEH ou National Endowment for the Humanities^[4]) ou privés. Ces derniers sont souvent fléchés. Ainsi existent en Égypte : le Theodore N. Romanoff Prize pour des recherches sur la langue ou les textes historiques de l'Égypte ancienne, dont la langue copte ou, en Jordanie, les Jennifer C. Groot Memorial Fellowships destinées à permettre à des étudiants de participer à des fouilles archéologiques.

Les bourses indépendantes du Département d'État ont des critères d'attribution variables et potentiellement plus flexibles : certaines sont ouvertes uniquement aux citoyens américains ou aux étrangers inscrits dans une université américaine, d'autres s'adressent spécifiquement aux doctorants ou chercheurs du pays d'implantation du centre de recherche (l'ARIT en Turquie, le PARC à Ramallah ou l'ACOR en Jordanie ont plusieurs bourses ou prix fléchés pour des étudiants ou chercheurs locaux).

Ces supports de financement ont des durées et des publics différents à chaque fois. Les chercheurs ainsi soutenus reçoivent le financement via un centre spécifique, toutefois ils en sont indépendants : ils peuvent ne pas participer aux activités, voire ne pas avoir besoin des services ou de

[4]

La NEH est une agence fédérale indépendante créée en 1965. C'est l'un des plus importants bailleurs de fonds des programmes de sciences humaines aux États-Unis.

l'infrastructure du centre. Les bourses Fulbright ne passent pas par les ORC et obligent les récipiendaires à être affiliés à une université du pays d'hôte et non un centre américain.

Inversement, les centres peuvent servir de structure d'accueil pour des programmes indépendants tels que SCHEP, le projet « Sustainable Cultural Heritage Through Engagement of Local Communities » de l'USAID, dont l'objectif est de soutenir le développement et la gestion durables du patrimoine culturel jordanien. SCHEP et son équipe de 20 personnes sont accueillis par l'American Center of Oriental Research (ACOR).

030 [III] B LES UNIVERSITÉS AMÉRICAINES

Au tournant de la dernière décennie du XX^e et du début du XXI^e siècle, et en particulier après le début de la « guerre contre le terrorisme » lancée par les États-Unis après le 11 septembre 2001, le Moyen-Orient et particulièrement les pays du Golfe ont paradoxalement connu un « boom académique »^[5] avec l'ouverture d'un grand nombre de campus d'inspiration ou d'affiliation américaine sur leur territoire. Cela s'explique en partie par la difficulté à faire venir aux États-Unis des étudiants issus de cette région après 2001, mais également par une stratégie géopolitique, consistant entre autres à articuler la présence militaire avec le *soft power* d'une présence académique. Ainsi, les universités américaines se sont multipliées dans la région et on en distingue plusieurs catégories, dont la première est en réalité largement antérieure à cette période.

«AUB»
et «AUC»

La première de ces catégories est en effet historique : c'est celle de l'American University in Cairo ou AUC et de l'American University of Beirut ou AUB. Ces deux campus ont une histoire bien particulière qui remonte à la fin du XIX^e ou au début du XX^e siècle, avec la fondation, par des missions protestantes (presbytériennes) américaines du Syrian Protestant College en 1866, qui deviendra en 1920 l'American University of Beirut et celle, en 1919, de l'American University in Cairo^[6].

[5] Selon l'expression de Neema Noori dans "Does Academic Freedom Globalize? The Diffusion of the American Model of Education to the Middle East and Academic Freedom." *PS: Political Science and Politics*, vol. 47, no. 3, 2014, pp. 608–611.

[6] Sur leur histoire, voir en particulier Betty Anderson, *The American University of Beirut: Arab Nationalism and Liberal Education*, University of Texas Press, 2011.

Ces institutions s'inscrivent dans un mouvement issu des missions protestantes américaines qui cherchaient, d'une part, à contrebalancer la présence dans la région d'écoles tenues par des missionnaires européens catholiques, et d'autre part à exporter un système éducatif dont l'un des objectifs principaux était ce que l'on appelait la « formation du caractère ». En effet, les fondateurs de ces établissements étaient convaincus que leur système d'éducation, dont les programmes ne se contentaient pas de fournir des compétences professionnelles mais d'éduquer la personne dans son ensemble, étaient parfaits pour encourager les étudiants arabes à se « réformer » et à faire « progresser » leur société^[7]. Accueillant un public très mixte, ces établissements se défendaient de tout prosélytisme malgré les ambiguïtés soulevées par une telle position.

Il est important de souligner que ces deux universités étaient et restent toujours indépendantes des pouvoirs publics américains. Toutefois, leur domiciliation légale est aux États-Unis. Elles sont gouvernées chacune par un conseil d'administration qui rassemble des personnalités de nationalités américaine et locale et est présidé par un *chairman* américain. Sur place, le président de l'AUB comme de l'AUC est également un Américain (d'origine libanaise pour l'AUB depuis 2015).

En raison de frais d'inscription conséquents, ces deux campus touchent en priorité une élite locale. Une réputation d'excellence en fait des universités très recherchées à l'échelle régionale et qui disposent de campus et de bibliothèques prestigieux.

L'AUB et l'AUC n'ont eu de programmes de recherche qu'à partir du milieu du XX^e siècle. Aujourd'hui, chacune abrite plusieurs centres spécialisés en SHS, dont certains étudient la région, comme le Middle East Studies Center à l'AUC, le Farouk Jabre Center for Arabic and Islamic Science and Philosophy (lancé en 2018), l'Issam Fares Institute for Public Policy et le Center for Arab and Middle Eastern Studies à l'AUB. Seule l'AUB a un programme doctoral en SHS, au Department of Arabic and Near Eastern Languages, ainsi que des formations à la recherche au sein du Department of Arab and Middle Eastern History. Néanmoins, les fonds alloués à la recherche par l'université ne permettent pas l'invitation de chercheurs étrangers, ni l'offre de contrats postdoctoraux, à l'exception notable pour l'AUB du Farouk Jabre Center for Arabic and Islamic Science and Philosophy, financé par la donation de l'homme d'affaire et philanthrope Farouk K. Jabre, et du Center for Arts and Humanities, qui a bénéficié d'une subvention de 2 millions de dollars de la fondation Mellon.

Pendant longtemps, ces campus ont fait office de plateformes, de « hubs », où se croisaient universitaires locaux et chercheurs de passage ou doctorants venus faire leur terrain. Ils pouvaient aider ces visiteurs à accéder à leurs ressources en facilitant leur adhésion à la bibliothèque ou en leur fournissant un badge pour l'accès au campus. Ces institutions profitaient parfois de ces visites pour organiser des conférences et jouaient ainsi un rôle important pour les chercheurs étrangers travaillant sur la région. Les

[7]

Anne-Laure Dupont, « Une école missionnaire et étrangère dans la tourmente de la révolution constitutionnelle ottomane », *Cahiers de la Méditerranée* [Online], 75 | 2007, En ligne depuis le 21 juillet 2008, consulté le 8 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/3483>; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.3483>

évolutions récentes de la situation intérieure, aussi bien au Liban qu'en Égypte, ont néanmoins conduit ces universités à réduire significativement l'étendue de leurs activités et fragilisent leur situation financière ainsi que leur position au sein du paysage académique local et international.

«American Universities»
au Moyen-Orient

Au tournant du XXI^e siècle, dans le sillage des deux prestigieuses universités de Beyrouth et du Caire, mais fondées sur un autre modèle, ont surgi de nombreux campus «à l'américaine», s'autoproclamant «American University of/in...» Dubai (1995), Sharjah (1997), Kuwaït (2003), the Emirates (2006), Iraq Sulaimani (2006), ou prenant un nom de personnage historique régional comme Zayed University in Dubai (1998). Ce sont des entités de droit local, privées, n'ayant pas d'affiliation avec les États-Unis (contrairement aux universités américaines historiques de Beyrouth et du Caire) et n'entrant aucunement dans le périmètre du Département d'État américain.

Ces universités sont essentiellement fondées et financées par des bailleurs de fonds régionaux mais reçoivent parfois également des financements américains privés. Le corps enseignant et la présidence de ces universités sont très internationaux avec de nombreux enseignants/ présidents américains ou éduqués aux États-Unis. Leur sort et leur stabilité sont étroitement liés à leurs financeurs ainsi qu'à leur rentabilité.

Ces universités suivent un modèle d'éducation inspiré en droite ligne du système académique outre-Atlantique, où les principes libéraux se heurtent toutefois aux limites de la globalisation et à la dépendance très forte des campus vis-à-vis des financements locaux. Les diplômes délivrés dans ces établissements sont reconnus aux États-Unis grâce à un système d'accréditation auprès d'organismes américains habilités comme la Southern Association for Colleges and Schools, the New England Association of Schools and Colleges, ou la Middle States Association of Colleges and Schools.

Cependant, aucune d'entre elles n'a de programme doctoral en SHS et la plupart ne forment que jusqu'au master, quand elles ne se contentent pas d'éduquer pour un simple Bachelor. Des accords avec des universités américaines permettent aux étudiants désirant poursuivre leurs études de partir aux États-Unis. Les universités locales font ainsi office de plateformes de pré-recrutement. Seules l'Université d'Iraq Sulaimani et l'Université américaine au Koweït annoncent des programmes de recherche mais celui d'AUK est encore au stade embryonnaire.

De plus, l'affichage par certaines universités de «centres de recherche» transversaux aux différents départements n'est généralement rien de plus que cela même: un affichage. En effet, la recherche est peu financée dans les universités, pour différentes raisons (en particulier: leur statut privé et les financeurs pour lesquels les programmes sont des investissements destinés à rapporter des bénéfices; la limitation forte des libertés académiques, etc.). Fondée en 1993, l'American University in Central Asia (AUCA), quant à elle, fonctionne sur un modèle analogue mais elle a été financée par des fonds du gouvernement américain et par l'Open Society Foundation, créée par George Soros. Le volet recherche de l'AUCA est plus développé que celui de ses équivalents du Golfe avec plusieurs centres consacrés aux SHS. Unique en Asie Centrale, elle est un lieu de passage obligé pour les chercheurs étrangers travaillant sur la région.

Enfin, l'American University of Madaba (2011) suit encore un autre modèle puisqu'émanant d'une décision du Patriarche Latin de Jérusalem et enregistrée comme *charity* aux États-Unis, elle a une gouvernance fortement marquée par la présence de l'Église catholique.

Les campus délocalisés

Toujours à la même époque, de nombreuses universités américaines ont créé des campus délocalisés – *branch campuses* – dans différents pays du Moyen-Orient et au-delà : New York University à Abu Dhabi, George Mason University aux Émirats Arabes Unis, Michigan State University à Dubai, ainsi que Northwestern University Qatar, Texas A&M University at Qatar, Weill Cornell Medicine – Qatar, Carnegie Mellon University in Qatar, Virginia Commonwealth University – Qatar, Hult International Business School, ces dernières toutes établies dans la zone de l'Education City de Doha. C'est la forme la plus répandue de campus à l'américaine dans la région. Certaines universités américaines choisissent encore l'option du partenariat avec un campus local (comme en Arabie Saoudite où ainsi, l'University of Texas at Austin a signé un accord avec King Abdullah University of Science and Technology KAUST).

La croissance rapide des partenariats universitaires américains avec les États du Golfe au cours des deux dernières décennies renvoie à une tendance plus large de l'enseignement supérieur américain à la même période. De manière croissante, les collèges et les universités ont cherché des sources de revenus en dehors des frontières territoriales des États-Unis, pour améliorer leurs classements et former les étudiants à être plus compétitifs pour les emplois dans leur pays et à l'étranger.

Les programmes proposés sur les campus délocalisés sont comparables à ceux du campus d'origine. La philosophie qui sous-tend l'enseignement est également inspirée de celle qui prévaut dans l'université d'origine : apprentissage critique, encouragement de la citoyenneté étudiante, maintien de normes de tolérance, dans les limites toutefois – souvent importantes – que permettent les autorités de la région. Il faut en effet souligner les tensions autour de la liberté académique que soulève la présence de ces campus dans les États du Golfe. Ainsi les Émirats Arabes Unis ont déjà à plusieurs reprises refusé des visas d'entrée à des professeurs invités à enseigner sur le campus de la New York University Abu Dhabi et ce ne sont pas les seules restrictions à déplorer sur les campus délocalisés.

Ces campus accueillent une population plus restreinte que les universités locales fonctionnant sur modèle américain. Il s'agit d'une élite régionale occidentalisée et de ce qu'on a pu appeler des « touristes académiques ». Ce sont pour beaucoup des espaces privilégiés, fonctionnant à part du reste du pays, comme la New York University Abu Dhabi, qui se voulait au départ davantage un campus mondialisé (global) qu'une université émiratie, même si les tensions récentes sur les recrutements ont montré les limites de cette ambition.

Pour certains établissements, comme les campus des universités George Mason et Michigan State, l'aventure a de ce fait été de courte durée : arrivée en 2005, George Mason a dû fermer au bout de quatre ans faute d'étudiants en nombre suffisant, quant à Michigan State, elle a mis fin à l'expérience au bout de deux ans.

Bien que se réclamant d'un curriculum «libéral», incluant donc un enseignement des humanités dans leurs programmes, la plupart de ces campus n'offrent pas de diplôme de troisième cycle en sciences humaines et sociales. Le modèle du campus délocalisé ne semble pas fécond pour la recherche. Seuls New York University in Abu Dhabi (NYUAD), Northwestern et Georgetown sont équipées de centres travaillant sur certaines thématiques liées au SHS. Mais à l'exception de celui de NYUAD, il s'agit souvent de coquilles vides. NYUAD se distingue dans certains champs et a le programme le plus actif d'invitations et/ou d'affiliations de chercheurs étrangers, de contrats postdoctoraux et d'offres de financement de la recherche. Elle a également développé une politique de publication de prestige en arabe et anglais (*Library of Arabic Literature* <https://www.libraryofarabicliterature.org>)

035 [III] C LES COLUMBIA GLOBAL CENTERS

Une stratégie novatrice ?

Pour se démarquer des campus délocalisés de nombreuses universités américaines au Moyen-Orient et au-delà, en 2009, l'Université de Columbia a, quant à elle, choisi une approche différente. Celle-ci se déploie à travers un réseau de neuf centres implantés sur quatre continents (Amman, Pékin, Istanbul, Mumbai, Nairobi, Paris, Rio de Janeiro, Santiago et Tunis). Le Centre d'Amman a ouvert en 2009; celui d'Istanbul en 2011; quant à celui de Tunis, il a été lancé en 2017.

Les Global Centers ne font pas d'investissement immobilier (à l'exception du campus de Paris, les Global Centers sont locataires de leurs locaux), n'emploient pas de professeurs, ni ne recrutent d'étudiants. Le personnel des centres, recruté sur place et de droit local, aide les partenaires locaux ainsi que les professeurs, chercheurs ou étudiants invités à réaliser des projets. Le financement d'une partie de ces projets provient d'un programme de subventions fléchées : le President's Global Innovation Fund ou « fonds d'innovation mondiale du président (de l'université) ».

Selon le vice-président en charge des Global Centers et directeur du centre à Amman, Safwan Masri, Columbia cherche à éviter de reproduire dans un pays étranger la structure d'une université américaine mais davantage à promouvoir des échanges paritaires entre le pays d'accueil et les visiteurs venus de l'alma mater. Il explique :

Dans le modèle du campus affilié/décentralisé, il ne s'agit pas d'apprendre mais de dispenser du savoir. Pour simplifier : on vous parachute, parfois on vous recrute spécialement pour le poste, vous faites vos cours, vous transmettez et vous repartez. Le personnel enseignant ne mène pas de recherches, les étudiants de l'université d'origine ne viennent pas sur place pour apprendre.^[8]

[8]

<https://www.insidehighered.com/news/2014/03/12/amid-branch-campus-building-boom-some-universities-reject-model>

L'Université Columbia explique aussi son positionnement en soulignant les risques qui menacent des campus décentralisés dans des pays où les libertés académiques sont malmenées, comme la Chine ou les pays du Golfe, et qui dépendent des gouvernements locaux pour leur financement.

De plus, souligne Safwan Masri, il est compliqué de trouver des professeurs d'université prêts à aller enseigner à l'étranger pour plus d'un an ou deux. Le manque d'investissement sur le long terme du personnel enseignant peut remettre en cause le modèle. L'ambition est donc d'être sur le terrain non pas pour «prendre de l'information»^[9] mais pour collaborer, accueillir, et ce faisant élargir le champ d'action de l'université et identifier des questions de portée globale auxquelles s'intéresser.

À la croisée de plusieurs modèles

Mettant en avant un positionnement qui se veut original et novateur, les activités des CGC recoupent celles de dispositifs existant déjà par ailleurs. La différence réside sans doute dans la force de frappe d'une université américaine privée de l'Ivy League, qui permet à Columbia de conjuguer des actions relevant à la fois de centres de recherche, d'établissements d'enseignement et de services diplomatiques comme la coopération culturelle, la coopération économique, la coopération universitaire etc. L'université œuvre ainsi pour son propre rayonnement, tout en contribuant à celui des États-Unis.

Les séjours sur place sont relativement courts: pour les chercheurs, cela va de 3 mois à un an (et le logement n'est pas fourni); pour les étudiants de 2 semaines à 3 mois; pour les enseignants de Columbia University, les séjours sont d'une durée inférieure à un mois.

Les axes de travail

Ces actions s'articulent autour d'intérêts thématiques prioritaires définis par chaque centre, qui recouvrent les problématiques actuelles du pays d'implantation. Ces intérêts peuvent donc évoluer en fonction de la situation locale.

En Jordanie, les questions liées à la santé publique, à l'éducation, aux migrations et aux communautés vulnérables, à l'architecture, aux arts et à l'expression artistique sont importantes. Parallèlement à cela, le CGC d'Amman s'ouvre de plus en plus aux sujets géopolitiques, en raison de sa localisation au cœur d'une région-clé dans ce domaine.

En Turquie, les thèmes prioritaires du Centre sont la démocratie, les libertés et les droits de l'homme, l'égalité des sexes et le rôle des femmes dans la société, les questions de développement et de santé publique, les métropoles. Au-delà de ces questions, le centre souhaite développer ses travaux sur la «médecine narrative^[10]» ou encore sur l'avenir des sciences humaines au niveau régional.

En Tunisie, le CGC s'intéresse avant tout aux questions de politique, de démocratie, de relations internationales mais aussi de médecine et de patrimoine.

Les CGC peuvent également devenir des plateformes portant des projets plus larges et s'inscrivant dans le moyen-terme et souvent transdisciplinaires et/ou transrégionaux:

[9] Entretien du 28 avril 2020 avec Hanya Salah (directrice adjointe) et Ahmad Al-Mousa (directeur des programmes) du CGC Amman.

[10] Venue des États-Unis, cette approche base le soin des patients sur l'écoute de leurs récits et allie compétences médicales et théorie littéraire.

- La série portant sur l'architecture intitulée «Studio-X», organisée avec la *Graduate School of Architecture, Planning and Preservation* (GSAPP) de Columbia University se décline dans différents centres selon des modalités propres à chacun.
- Par exemple, Studio-X Amman est une plateforme régionale de conception et de recherche expérimentale, qui rassemble des étudiants et professeurs du Columbia GSAPP avec des praticiens, des chercheurs et des étudiants du monde arabe pour réfléchir de manière critique sur le rôle de l'enseignement et de la pratique de l'architecture en période de déplacements de populations en masse, de dépossession et de destruction, et dans la construction d'imaginaires collectifs alternatifs pour nos villes. Ce type de projet est régional.
- D'autres projets thématiques peuvent se déployer à un niveau global ; comme celui intitulé «Les femmes qui créent le changement», qui implique une série de groupes de travail pluriannuels sur des sous-thématiques comme «le genre et le bidonville mondial» ou «le genre, la religion et le droit dans les sociétés musulmanes». Il s'agit ici de collaborations de long terme qui commencent par un groupe de travail à New York et visent à créer un réseau dans les différentes parties du monde où sont situés les CGC.

Des facilitateurs d'échanges

Les centres, dotés d'un personnel de droit local, jouent donc un rôle d'interface entre étudiants, enseignants, chercheurs et société civile. Ils facilitent la mise en place des différents programmes et projets qu'ils accueillent. Ces personnels sont généralement issus du milieu universitaire et poursuivent leurs recherches par ailleurs tout en occupant une fonction administrative. Leur rôle au sein des CGC n'est pas un rôle de chercheur mais d'administrateurs et de facilitateurs.

Dans le pays d'implantation, les CGC cherchent à s'appuyer sur une multiplicité de partenaires, des institutions tels que les ministères ou les autorités municipales, mais également les principales universités du pays, de la région et au-delà, ou encore des ONG, des fondations et d'autres centres de recherche. (Pour le CGC d'Amman, sont cités parmi de nombreux autres exemples : l'Aga Khan Foundation, Arab Image Foundation, Care, Caritas, ACOR, le Comité International de la Croix Rouge, l'UNICEF etc.). Cette recherche de partenariat n'est pas exempte de préoccupations financières, les CGC étant également des relais pour la levée de fonds au bénéfice de l'Université dans la région.

Chaque CGC a un périmètre plus large que celui du pays d'accueil. C'est ainsi qu'Amman est amené à collaborer avec des partenaires au Liban, à Jérusalem, aux EAU ou encore en Égypte. Tunis attire également les chercheurs travaillant sur la Libye, quant au CGC d'Istanbul, il travaille beaucoup sur et avec la Grèce, mais aussi Chypre ou l'Arménie. Chaque centre est en contact avec ses homologues dans la région et au-delà (souvent Paris) et participe à des projets conjoints.

Le réseau se retrouve plusieurs fois par an : au moins une fois par an en septembre à New York et une ou deux fois dans un des centres. En

temps de COVID, les liens se sont resserrés au sein du réseau grâce aux visio-conférences.

La présence américaine au Moyen-Orient est donc plurielle, multiforme et contrastée. Une grande partie de cette présence repose sur des universités, qui ne donnent pas nécessairement priorité aux activités de recherche, mais sont en revanche très investies dans la mise en réseau à plusieurs niveaux. Les Overseas Research Centers se retrouvent quant à eux dans une situation relativement précaire.

La question du financement apparaît d'ailleurs comme centrale pour tous les acteurs implantés, y compris pour les Global Centers qui disposent de la force de frappe d'une université comme Columbia, puisqu'une grande partie de leur action tourne autour du développement des partenariats locaux. De même la survie des campus délocalisés des universités dépend de leur succès auprès des étudiants et des mécénats locaux. Enfin les ORC eux, sont en prise avec des financements privés et des intérêts extérieurs. Cette dépendance finit par déterminer les orientations de la recherche et la réorienter vers des thématiques plus contemporaines, voire vers un ciblage opportuniste de sujets d'actualité ou l'abandon de recherches sur des sujets jugés trop sensibles dans les pays d'accueil. La recherche telle qu'on l'attend des États-Unis est donc fragilisée et les modèles qui pourraient prendre le relais ne se sont pas encore imposés.



040—041

[III]

LES INSTITUTIONS
DE RECHERCHE
BRITANNIQUES AU
MOYEN-ORIENT ^[1]



Ankara

✦ BIAA – British Institute of Archeology at Ankara

Amman

✦ BIA – British Institute Amman Council for British Research in the Levant

Jérusalem

✦ KI – Kenyon Institute Council for British Research in the Levant



LES BRITISH INTERNATIONAL RESEARCH INSTITUTES (BIRI)

Des *charities* autonomes

« *Not to be here would be not to care* »^[2]

Le fonctionnement des Instituts de recherche britanniques à l'étranger est très différent du modèle français et spécifique à la Grande Bretagne.

Les British International Research Institutes (BIRI) sont gérés par la British Academy (BA), l'une des quatre académies historiques de Grande Bretagne, qui reçoit une dotation (intitulée BEIS « Discovery ») du gouvernement, via le Département des Affaires, de l'Énergie et des Stratégies Industrielles (Business, Energy and Industrial Strategies ou BEIS). Ce dernier a dans son portefeuille le ministère pour la science et la recherche (Ministry for Universities, Science, Research and Innovation).

La BA répartit cette dotation parmi les huit différents BIRI, dont cinq sont situés au Moyen Orient/Monde musulman : British Institute of Persian Studies, British Institute at Ankara, Council for British Research in the Levant (comprenant le Kenyon Institute à Jérusalem et le British Institute Amman), British Institute for the Study of Iraq, The Society for

[1] Cette partie se base sur des entretiens avec la directrice du British Institute at Ankara (BIAA), celle du British Council for Research in the Levant (BCRL) à Amman, et les responsables de l'International et du financement de la recherche à la British Academy à Londres ; ainsi que sur la lecture des derniers rapports d'activité du BIAA, BCRL, BISI (British Institute for the Study of Iraq) et la consultation de différents sites institutionnels. Pour des informations plus détaillées sur les différents instituts, se référer au tableau en annexe.

[2] Expression utilisée par la directrice du British Institute Amman lors de l'entretien mené avec elle.

Libyan Studies (les trois autres sont : British School at Athens, British School at Rome, British Institute in Eastern Africa). Les BIRI sont historiquement des sociétés savantes (*learned societies*) dont l'approche traditionnelle, consistant à aller sur le terrain recueillir des données sans que le pays concerné n'en bénéficie, considérée aujourd'hui comme dépassée, a considérablement évolué au cours des 25 dernières années (voir ci-dessous). Beaucoup de ces instituts furent créés initialement pour les études archéologiques, mais leur sphère d'activité s'est étendue par la suite aux sciences humaines et sociales plus contemporaines^[3]. L'archéologie continue de garder une place de choix, mais non exclusive. Leur localisation est un héritage historique, en lien avec la présence des missions archéologiques britanniques au cours du XX^e siècle. Elle ne cherche pas à couvrir systématiquement tous les pays de la région : aucun centre britannique ne se trouve ainsi dans la péninsule Arabique, toute la recherche dans cette région étant menée depuis un petit nombre de centres académiques des îles Britanniques.

La dotation de la British Academy, destinée à aider les BIRI dans leur mission pour le rayonnement de la recherche britannique, ne couvre qu'une partie des dépenses des différents instituts. Depuis la crise de 2008, la dotation est globalement restée stable car le budget de la recherche a pu être maintenu – même si, du fait de l'inflation, ce budget est plus contraint qu'autrefois. Paradoxalement, avec le Brexit, la menace de restrictions budgétaires s'est dissipée. En effet, les BIRI ont pour mission la promotion de l'excellence de la recherche britannique et dans le soutien à la construction de ce qui s'appelle désormais « Global Britain », comprendre : la Grande-Bretagne sans l'Union Européenne.

Le vice-président de la British Academy, en charge des BIRI, se rend sur place chaque année et les directions des BIRI viennent également une ou deux fois par an à la BA à Londres. Toutefois, les BIRI sont des entités autonomes. Ils ont un statut de *charity*, d'organisme de bienfaisance à but non lucratif, et sont aussi des sociétés à responsabilité limitée par garantie, (*company limited by guarantee*) enregistrés en Angleterre et Pays de Galles.

Chaque BIRI a sa propre gouvernance, son propre conseil d'administration et son personnel à la fois à Londres – où peuvent être basés des postes de responsabilité de développement, de la communication ou des postes de chargé d'édition – et dans le pays d'implantation. En tant que société savante, chaque BIRI a en outre un conseil d'administration à Londres fonctionnant sur la base du volontariat ainsi qu'un comité académique constitué de membres de l'enseignement supérieur britannique.

Le Conseil d'administration porte la responsabilité des actions engagées par son institut. Il est constitué de trois membres ayant des fonctions honoraires : le président du CA, le secrétaire honoraire, le trésorier honoraire ainsi que de cinq à douze autres membres élus. La gestion de l'institut (y compris celle des salaires, qui proviennent du budget propre de

[3] Certains instituts n'ont pas souhaité suivre ces évolutions, ce qui explique en partie pourquoi il n'y a pas de BIRI en Égypte. Au moment du passage à un nouveau mode de fonctionnement plus managérial, la British Academy a demandé à l'Egypt Exploration Society (EES) de s'ouvrir aux SHS comme ses homologues et de permettre le contrôle de sa gestion et de ses activités si elle voulait recevoir un financement. L'EES a refusé et fonctionne désormais de manière indépendante ; elle est financée principalement par les donations de ses membres. Elle continue à s'occuper uniquement de l'Égypte pharaonique.

chaque BIRI) revient à sa direction, les affaires administratives au gestionnaire londonien et au personnel administratif sur place. Directeur et gestionnaire travaillent de façon rapprochée avec les membres honoraires. Il est à noter que la charge administrative se faisant toujours plus lourde, le secrétaire et le trésorier en arrivent à fournir bénévolement un équivalent mi-temps. Il devient dès lors de plus en plus difficile de trouver des volontaires pour ce type de poste.

Un statut local transparent mais avec des contraintes

Les BIRI sont considérés sur le terrain comme des organismes non gouvernementaux et sont soumis au droit local du pays où ils sont implantés. Ils sont indépendants de l'ambassade avec laquelle ils n'ont pas de rapport officiel. Les chercheurs sont toutefois tenus de suivre les recommandations de l'ambassade de Grande Bretagne pour les déplacements et les missions sur le terrain.

Cela n'a pas toujours été le cas, mais aujourd'hui aucun des personnels des BIRI n'a de passeport de service, les véhicules utilisés ne bénéficient pas d'exemption de taxes et la direction peut avoir à renouveler chaque année son visa de travail (en fonction du droit local). Dans certains postes, le directeur ou la directrice peut être le ou la seul(e) à bénéficier d'un visa de travail. Le personnel britannique en poste dans les BIRI ne touche pas d'indemnités de résidence; le salaire est le même que celui qui serait perçu dans une université britannique.

Les gouvernements des pays d'implantation poussent d'ailleurs de plus en plus à des recrutements d'employés issus du pays. Sur des projets spécifiques, exigeant des compétences pointues, cela peut poser des problèmes quand le pays d'implantation exige une parité; ainsi, la Turquie exige pour les ONG ou entreprises étrangères de droit local au moins 51 % de personnel turc. La conséquence est soit une augmentation du nombre de postes et donc des coûts, si l'on garde le nombre d'étrangers prévus initialement (bien que les personnels recrutés localement soient moins bien payés que les expatriés), soit l'obligation de se passer d'étrangers importants pour les activités. En tant qu'ONG, les BIRI dépendent du ministère de la Culture local. Ce dernier a un droit de regard sur les comptes et sur l'activité des instituts, qui se doivent de rester neutres afin de ne pas être soupçonnés d'activisme de quelque nature que ce soit.

Cette situation présente pour le personnel en poste certains désavantages: manque de protection, obligation à la prudence et liberté moindre dans le choix des conférences ou séminaires publics par rapport aux UMFRE par exemple. Ainsi le British Institute à Ankara n'a pas pu devenir membre du Consortium for European Symposia on Turkey, un réseau scientifique sur la Turquie contemporaine qui rassemble plusieurs universités européennes et organise des rencontres sur des sujets dont certains peuvent être considérés comme sensibles. Cette situation a également des inconvénients pratiques: pour le British Council for Research in the Levant, le passage de la frontière israélienne peut s'avérer très compliqué (durant parfois jusqu'à 7h) alors que le centre est à la fois implanté à Amman et à Jérusalem... Mais, malgré un contexte où les soupçons d'espionnage restent fréquents, cet éloignement des représentations officielles peut constituer un atout auprès des partenaires locaux. En effet, l'absence de privilèges liés au statut d'expatrié peut permettre de mieux travailler avec ces derniers, sans qu'une suspicion

de néocolonialisme ne vienne trop entacher les relations d'égalité. Cela contraste avec la situation de certaines UMIFRE hébergées dans des locaux d'ambassade, ce qui peut les faire apparaître comme retranchées derrière des barrières de protection diplomatique et donc moins accessibles.

La durée des contrats des directeurs de BIRI est bien plus longue que celle des directeurs d'UMIFRE. La directrice du British Institute at Ankara est en poste depuis 2006 avec un CDI, la directrice du Council for British Research in the Levant à Amman est là depuis 2009. Il s'agissait à l'origine de contrats de cinq ans renouvelables une fois, désormais le système est plus flexible, mais la durée des contrats reste limitée par la solvabilité des instituts. Ce fonctionnement permet de mettre en place et de suivre des projets à long terme. Il est également favorable à la création et l'entretien de réseaux, dans des régions où les contacts avec des personnalités locales facilitent énormément le travail. Ces points positifs sont contrebalancés par certains inconvénients comme le manque de « sang neuf », le risque d'une création de chefferie, la déconnexion des réalités du pays d'origine et les difficultés de réintégration au retour. Menant cette réflexion, les BIRI envisagent actuellement de se tourner vers des directeurs locaux ou binationaux.

Une recherche en transition et en tension

Comme indiqué plus haut, l'ESR britannique est entré, au cours des années qui ont suivi l'Education Act de 1988, dans une période de profonds changements managériaux qui ont également touché les Instituts de recherche à l'étranger. Universités et centres de recherche doivent rendre compte de leurs dépenses, s'insérer dans des projets et répondre à un certain nombre de critères régulièrement contrôlés. Pour les BIRI, cela implique beaucoup de temps passé à faire du « reporting » ou de la gestion administrative et financière. Cela implique également un changement dans les pratiques : la recherche doit être rendue publique ; elle doit aussi pouvoir répondre à des questionnements ou à des besoins sociétaux, tels que les perçoit une administration extérieure à la recherche : mieux comprendre la région concernée, aider à mieux la représenter dans les médias, etc.

Par ailleurs, la subvention provenant de la British Academy pouvait jusqu'à récemment être utilisée pour tout type de dépense. Or, ce budget est aujourd'hui « fléché » et doit être dédié à des dépenses concernant la recherche postdoctorale, entraînant donc une concentration des ressources à ce niveau, même si la plupart des instituts proposent d'autres types de bourses. Le budget est également consacré à des programmes de recherche thématiques qui suivent des tendances actuelles de la recherche en Grande-Bretagne et à l'international en archéologie, gestion du patrimoine culturel, histoire, sciences sociales et politiques (Archaeology and Related Disciplines, Cultural Heritage Management, and History, Politics and Social Sciences). Ces domaines constituent des « Strategic Research Initiatives » dans lesquelles entrent les projets menés par les BIRI.

Cela signifie que les BIRI doivent trouver des financements complémentaires auprès d'autres sources, tout en suivant le Code de déontologie pour la collecte de fonds. Il peut s'agir :

- D'autres ministères comme le Foreign Office;
- Des budgets du BEIS pour l'aide publique au développement comme le « Global Challenges Research Fund »: (1,5 milliards de £ pour soutenir la recherche de pointe répondant aux défis des pays en développement) ou comme le Newton Fund qui développe des partenariats pour la science et l'innovation favorisant le développement économique et le bien-être des pays collaborateurs;
- De l'Economic and Social Research Council (une « ANR » britannique mais dédiée aux SHS) pour des financements pour la recherche;
- Des fondations: Alan Hall Memorial Fund, Prof OR Gurney Memorial Fund, the Barakat & Al Tajir Trust – pour des conférences, pour les bibliothèques, pour des postes fléchés;
- Dans certains cas, des financements additionnels peuvent être demandés à la British Academy.

Ces financements tiers, importants pour maintenir l'activité des BIRI, s'accompagnent cependant de contraintes nouvelles: orientation des recherches sur des problématiques intéressant les bailleurs de fonds ajoutée à une demande de « publiciser » les résultats de ces recherches et d'en faire le suivi budgétaire.

Une réflexion autour de la position des BIRI à l'époque post-coloniale est menée. Il apparaît évident pour les BIRI de la région qu'on ne fait plus aujourd'hui de la recherche à l'ancienne: en venant sur le terrain recueillir des données que l'on remporte sans que le pays concerné n'en bénéficie. L'une des obligations des BIRI est de s'impliquer sur place: échanger les savoirs, faire de la formation notamment appliquée (*capacity building*), fournir des plateformes de discussion.

Or, s'il existe certains programmes permettant de financer des échanges avec les chercheurs locaux (« Visiting Iraqi Scholarships », « Turkish Scholars Fund » etc.), ce n'est pas suffisant. Les BIRI souffrent d'un manque de temps pour mener ces missions et d'un manque de fonds pour ce type d'initiatives. Ils ont parfois l'impression que si la recherche est soutenue, les infrastructures sur place et ce qu'elles apportent ne le sont pas (manque de moyens humains entre autres) alors qu'elles sont reconnues localement, ancrées et perçues comme des institutions de confiance.


Les BIRI se sont adaptés au contexte particulièrement évolutif de l'enseignement supérieur et de la recherche britannique. Ils ont également fait évoluer leur façon de faire de la recherche dans un pays étranger, avec une conscience aigüe du « post-colonial ». Ils se trouvent dans une position très différente de celle des UMIFRE et qui, pourrait-on dire, se situe à mi-chemin entre le modèle américain et les modèles européens. Ils doivent ainsi faire face à plusieurs contraintes: celle de devoir s'insérer dans des programmes définis par le gouvernement britannique, celle de devoir trouver une partie de leur financement eux-mêmes et enfin, celle d'avoir un statut local dans le pays d'implantation, ce qui les rend relativement vulnérables face à des autorités de plus en plus tentées par une mainmise.

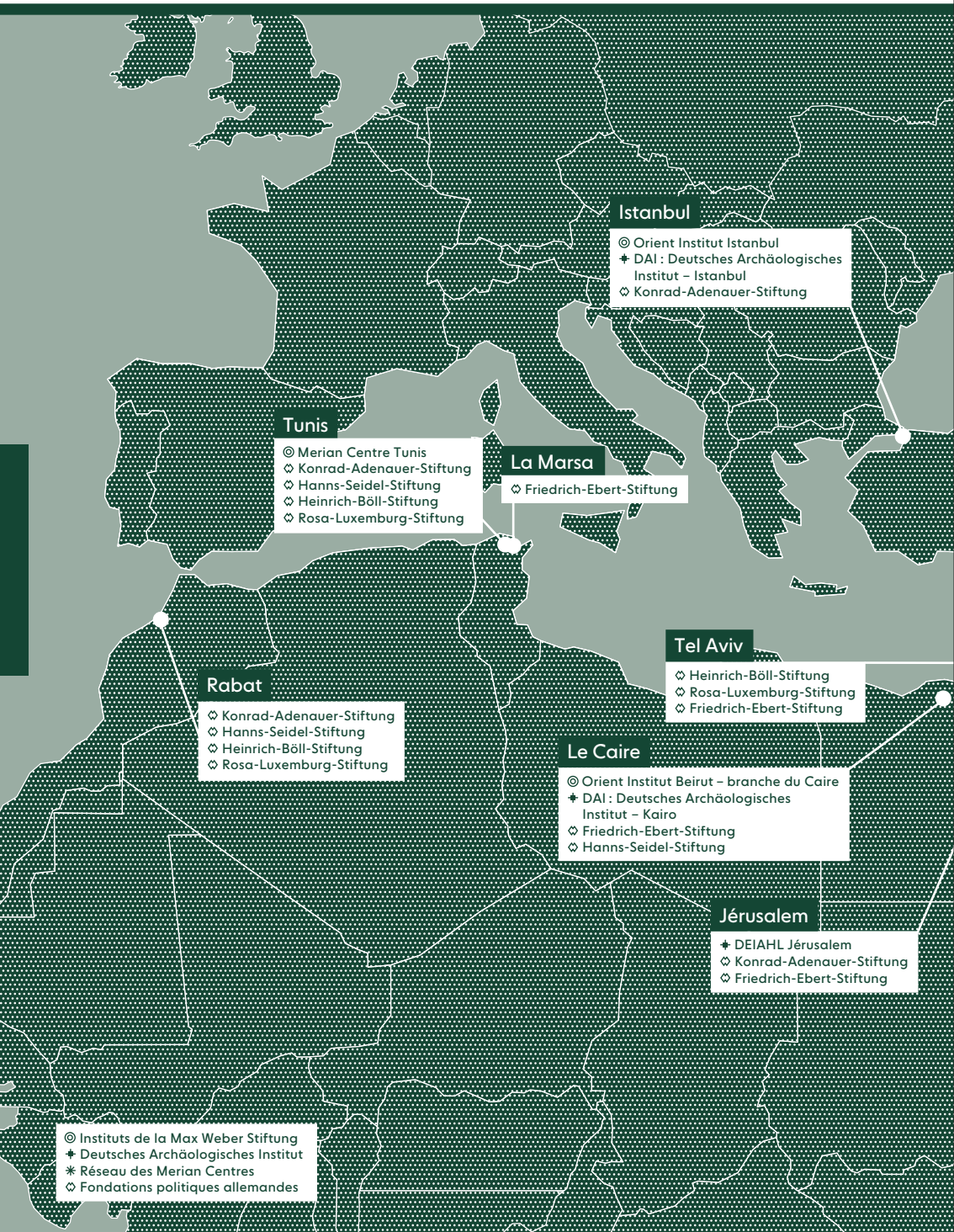
En dépit d'une présence institutionnelle relativement limitée, la recherche britannique reste active dans la région. Elle s'est d'une part

lancée, comme les États-Unis, dans l'ouverture de campus délocalisés dans le Golfe et d'autre part, elle investit les institutions locales d'où sont ainsi développés les partenariats avec des institutions britanniques.

050—051

[IV]
LES INSTITUTIONS
DE RECHERCHE
ALLEMANDES AU
MAGHREB, AU
MOYEN-ORIENT ET
EN ASIE CENTRALE ^[1]





Istanbul

- ⊙ Orient Institut Istanbul
- ✦ DAI : Deutsches Archäologisches Institut – Istanbul
- ⊕ Konrad-Adenauer-Stiftung

Tunis

- ⊙ Merian Centre Tunis
- ⊕ Konrad-Adenauer-Stiftung
- ⊕ Hanns-Seidel-Stiftung
- ⊕ Heinrich-Böll-Stiftung
- ⊕ Rosa-Luxemburg-Stiftung

La Marsa

- ⊕ Friedrich-Ebert-Stiftung

Tel Aviv

- ⊕ Heinrich-Böll-Stiftung
- ⊕ Rosa-Luxemburg-Stiftung
- ⊕ Friedrich-Ebert-Stiftung

Rabat

- ⊕ Konrad-Adenauer-Stiftung
- ⊕ Hanns-Seidel-Stiftung
- ⊕ Heinrich-Böll-Stiftung
- ⊕ Rosa-Luxemburg-Stiftung

Le Caire

- ⊙ Orient Institut Beirut – branche du Caire
- ✦ DAI : Deutsches Archäologisches Institut – Kairo
- ⊕ Friedrich-Ebert-Stiftung
- ⊕ Hanns-Seidel-Stiftung

Jérusalem

- ✦ DEIAHL Jérusalem
- ⊕ Konrad-Adenauer-Stiftung
- ⊕ Friedrich-Ebert-Stiftung

- ⊙ Instituts de la Max Weber Stiftung
- ✦ Deutsches Archäologisches Institut
- * Réseau des Merian Centres
- ⊕ Fondations politiques allemandes



054 [IV] A

LE DEUTSCHES ARCHÄOLOGISCHES INSTITUT

L'Allemagne est, après la France, le pays européen qui dispose du réseau le plus vaste, le plus varié et le plus riche de centres de recherche basés à l'étranger et tournés vers les sciences humaines et sociales. Plusieurs dispositifs ont été mis en place par l'Allemagne, tout d'abord en même temps que les autres grandes nations européennes à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle – notamment pour les recherches en archéologie – puis fin XX^e – début XXI^e pour d'autres types d'instituts, plus tournés vers les sciences sociales du contemporain.

Présentation

Le Deutsches Archäologisches Institut (DAI) peut être comparé au réseau des Écoles Françaises à l'Étranger (EFE) : même histoire remontant au XIX^e siècle, une même discipline fondatrice – l'archéologie, et de semblables implantations « historiques » à Rome ou Athènes. Toutefois, le réseau du DAI est aujourd'hui plus vaste que celui des EFE, et ce notamment au Moyen-Orient, puisque le DAI a des branches en Égypte mais également en Turquie, en Jordanie, en Israël/Palestine. Il faut y ajouter les branches sans personnel allemand expatrié, mais qui continuent de fonctionner avec des projets pilotés depuis Berlin (en Irak, au Yémen, à Damas...) et quelques employés locaux sur place, notamment pour poursuivre des plans de numérisation de documents (cartes/archives/photos etc.). À Bagdad, le DAI se trouve dans une zone sécurisée et ne peut pas vraiment accomplir de fouilles. Il existe toutefois des projets dans le sud de l'Irak. Pour le DAI, la présence sur place est importante car elle facilite les relations avec le pays hôte.

[1] Cette partie se base sur des entretiens avec le directeur de l'Orient Institut à Istanbul, le directeur exécutif de la Max Weber Stiftung à Bonn et le secrétaire général du Deutsches Archäologisches Institut à Berlin et sur la lecture du Rapport de Suivi (Monitoringbericht) de la MWS, la note stratégique de la MWS (*Die Strategie der Max Weber Stiftung – Deutsche Geisteswissenschaftliche Institute im Ausland (MWS) bis zum Jahr 2020*) jusqu'en 2020 et la consultation de différents sites institutionnels. Pour des informations plus détaillées sur les différents instituts, se référer au tableau en annexe.

À la différence des ÉFÉ qui dépendent du MESRI, les DAI dépendent du ministère allemand des Affaires étrangères (Auswärtiges Amt). Si les disciplines principales restent l'archéologie et les études classiques, les DAI peuvent également, quoique plus rarement, héberger des programmes de recherche tournés vers les SHS, par exemple financés par des programmes de recherche européens ou la Deutsche Forschungsgemeinschaft (DFG) – équivalent allemand de l'ANR et partenaire de l'ANR dans le cadre des ANR-DFG franco-allemandes. Par ailleurs, le DAI est partenaire d'institutions universitaires pour des programmes doctoraux, dont, entre autres, la Freie Universität de Berlin, dans le cadre de la Berlin Graduate School of Ancient Studies. Il collabore également avec les instituts de la Max Weber Stiftung (par exemple avec l'Orient Institut d'Istanbul sur un programme de trois ans intitulé « Religion et environnement »).

Nouvelles orientations données par la crise au Moyen-Orient

Depuis une dizaine d'années, le DAI a apporté certains changements dans sa manière d'intervenir dans la région, notamment en lien avec la crise dans les pays du Moyen-Orient et l'arrivée massive en Allemagne de réfugiés originaires de ces pays.

Les instituts continuent de faire de la recherche, mais ils ont ajouté à cela des actions de formation appliquée, des programmes de mise en valeur du patrimoine – soutenus par la DFG mais également par des organismes comme la Gerda Henkel Stiftung ou l'Aliph pour la protection du patrimoine en danger. La transdisciplinarité et le caractère plus généraliste de ces actions facilitent la demande de financement auprès de financeurs publics.

La relation sur place s'est rééquilibrée avec la prise en compte des collègues locaux et de leurs problèmes. Le DAI a développé différents projets pour aider l'archéologie des pays en crise. Ces projets concernent l'inventaire des fonds, la cartographie, la numérisation de documents, la formation (notamment de réfugiés) et la publication. *Die Stunde Null* (« l'heure zéro ») est un projet, financé par le MAE allemand (avec la fondation Gerda Henkel), qui travaille sur la préparation de la reconstruction des sites et des villes de Syrie détruites par la guerre. Il met un accent particulier sur la formation de personnel qualifié (*Kapazitätsaufbau*: renforcement des capacités) dans la conservation et la reconstruction du patrimoine avec le sous-projet *Stewards of Cultural Heritage*. Ce personnel est formé en partie sur des sites de pays voisins, comme la Turquie.

Cela s'articule avec un programme d'éducation des artisans locaux, de formation des employés des organismes locaux du patrimoine, la tenue d'écoles d'été pour les étudiants, de conférences, de visites guidées – notamment en Tunisie, en Égypte, en Irak et au Yémen. En Allemagne, des réfugiés syriens sont formés pour guider des visites du Musée d'Art Islamique. En outre, de nombreux employés du DAI à Berlin sont d'origine syrienne. Ces actions s'inscrivent dans un programme plus vaste de soutien à la transition démocratique de la part du MAE allemand.

056 [IV] B LES INSTITUTS DE LA MAX WEBER STIFTUNG

En outre, l'Allemagne compte de nombreux instituts spécialisés en humanités et sciences sociales, chacun avec son histoire propre. Si le premier a été fondé à Rome en 1888, la majorité de ces instituts ont été ouverts après la Seconde Guerre mondiale – par exemple l'Orient Institut Beirut en 1961. Plusieurs d'entre eux sont consacrés à une seule discipline – l'histoire au Deutsches Historisches Institut à Londres, Varsovie, ou Paris entre autres, ou bien l'histoire de l'art au Deutsches Forum für Kunstgeschichte à Paris.

Structuration de la Max Weber Stiftung

Jusqu'en 2002, ces instituts bénéficiaient d'une grande autonomie. Ils rendaient des comptes directement au ministère fédéral de l'Éducation et de la Recherche (MER), auquel ils sont rattachés. En 2002, ils ont été rassemblés sous l'autorité d'un même organisme chargé de leur pilotage et baptisé, en 2012, Fondation Max Weber (Max Weber Stiftung, MWS) – ce qui indique un nouvel interventionnisme dans ce domaine. Depuis sa création, cet organisme public a ouvert deux nouveaux instituts, en Inde et en Chine, ainsi que celui d'Istanbul. L'Orient Institut Istanbul a d'abord été créé comme base de repli à l'Orient Institut Beyrouth pendant la guerre civile libanaise, puis le bureau a subsisté en devenant une antenne de ce dernier. L'Orient Institut Istanbul est devenu autonome de l'Orient Institut de Beyrouth en 2009.

Ce qui caractérise ce réseau est la forte structuration de son pilotage, de ses instances scientifiques, voire de ses programmes de recherche. La plus haute instance de la MWS est le Stiftungsrat ou « conseil » de la fondation, composé de huit chercheurs dont le président du conseil, et de deux hauts fonctionnaires, l'un issu du ministère de l'Éducation et de la Recherche et l'autre du ministère des Affaires étrangères. Il fut un temps envisagé d'y ajouter un représentant du ministère de l'Économie et des Finances mais cette piste a été abandonnée. Ce Conseil se réunit deux fois par an et prend les décisions.

Chaque institut dispose d'un conseil scientifique qui se réunit une fois par an pour soumettre les noms des directeurs et des chercheurs des différents centres, discuter des orientations de la recherche, planifier celle-ci et conseiller l'organe directeur. Ses membres sont nommés pour un maximum de huit ans et sont des chercheurs de renommée internationale. Les conseils incluent des chercheurs qui n'appartiennent pas au système universitaire allemand mais sont reconnus dans leur discipline. Par exemple : le conseil scientifique de l'Orient Institut Istanbul comprend neuf membres, parmi lesquels un chercheur du CETOBAC (UMR EHESS CNRS), un chercheur danois – qui est également le président du conseil –, un professeur d'Oxford et deux chercheurs turcs.

Les directeurs des instituts se constituent également en assemblée des directeurs, qui se réunit une fois par an et envoie deux de ses membres en observateurs aux réunions du conseil de la fondation. Tous les sept ans, les instituts sont évalués par une commission d'évaluation externe nommée par le conseil de la MWS. La commission est composée de neuf membres qui reflètent l'éventail des disciplines de l'institut concerné.

La structuration apportée par la Max Weber Stiftung constitue un appui non-négligeable au travail des instituts dans le monde. Une équipe dédiée, basée à Bonn, de 22 personnes – auxquels s'ajoutent le directeur exécutif et son adjoint – est chargée de l'administration, de la communication, du support informatique, des humanités numériques et des publications en ligne. L'autonomie de la recherche est cependant réaffirmée par les directeurs et appuyée par la constitution allemande dans son article 5 : *Kunst und Wissenschaft, Forschung und Lehre sind frei*. «L'art et la science, la recherche et l'enseignement sont libres». Néanmoins de grandes orientations sont données par le ministère de l'Éducation et de la Recherche, qui verse leur dotation aux instituts de la MWS.

Le poste diplomatique peut jouer un rôle de protecteur des instituts en cas de crise ou de pression des autorités administratives du pays d'accueil. Cependant, les directeurs d'instituts soulignent leur autonomie à l'égard du poste diplomatique. Ils peuvent en effet refuser de se plier aux demandes de l'ambassade quand elles sont dictées par des considérations exclusivement diplomatiques et faire remonter leurs inquiétudes concernant de possibles ingérences auprès du ministère de l'Éducation et de la Recherche. Ce dernier les soutient en s'appuyant sur l'indépendance garantie par la Constitution.

Politiques scientifiques et mobilités

Les directeurs et chercheurs nommés dans les instituts bénéficient du statut de personnels expatriés : passeport de service et protection de l'ambassade d'Allemagne en cas de problème. Les salaires des personnels recrutés sur place sont indexés sur le barème de l'ambassade. Les directeurs, qui sont tous des professeurs des universités allemandes, sont nommés pour un mandat de cinq ans, renouvelable une fois, soit dix ans au maximum. S'il est souhaité par le directeur, le renouvellement du mandat est facile. Il peut y avoir des difficultés à trouver des remplaçants aux directeurs actuellement en poste au Moyen-Orient, ce qui s'explique d'une part par la situation de crise de la région mais aussi par la durée de l'engagement demandé et l'impact qu'il peut avoir sur les carrières et la vie personnelle. Les chercheurs

(*wissenschaftliche Mitarbeiter*), quant à eux, sont en poste pour un mandat de trois ans, renouvelable une fois. Ils sont recrutés par le directeur d'institut qui peut décider de certains critères pour ce recrutement : critères scientifiques ou administratifs (affiliation à une université allemande par exemple).

Il y a donc une véritable « politique scientifique » d'institut, menée sur le long terme. Le directeur dispose également d'une marge de manœuvre relativement importante en définissant les axes thématiques de recherche pour son établissement. Ces axes structurent le recrutement des chercheurs amenés à rejoindre l'institut. Les candidats se présentent avec un projet, destiné à s'insérer dans l'un des axes de l'institut ou à porter un nouvel axe après leur recrutement. La dynamique de recherche dans les instituts allemands est avant tout collective et s'inscrit dans la durée. Cette politique scientifique s'articule également avec la question de la durée des mandats : la MWS explique chercher à privilégier la stabilité et l'engagement chez les personnels (directeurs et chercheurs). Une réflexion serait en cours sur la mise en place d'un système similaire à celui des centres Max Planck^[2] où les directeurs sont en poste jusqu'à leur retraite.

Les autres mobilités sont décidées par chaque institut qui peut avoir un programme d'accueil de doctorants (6 bourses doctorales fléchées par an à l'Orient Institut Istanbul par exemple, pour une durée de 6 mois avec prolongement de 3 mois sur demande motivée) ou de post-doctorants.

D'autres chercheurs émergent sur des postes administratifs (secrétariat, bibliothèque) ou sont financés dans le cadre de projets de recherche nationaux, étrangers (par ex. le Fonds de la Recherche suisse) ou, le plus souvent, internationaux. Il n'y a pas d'inclusion de chercheurs non financés.

Certains programmes spécifiques de mobilités ont été mis en place par la MWS :

- La fondation attribue des bourses de voyage Gerald D. Feldman à de jeunes universitaires. Ces bourses de voyage sont destinées à améliorer les possibilités de carrière des universitaires en sciences humaines et sociales dans leur phase de qualification et soutiennent également la mise en réseau avec le paysage universitaire allemand. Les scientifiques mènent un projet de recherche qu'ils choisissent eux-mêmes dans au moins deux ou, au plus, trois pays d'accueil qui abritent des instituts et des filiales de la MWS. La durée totale du financement ne doit pas dépasser trois mois.
- La MWS a également mis en place des programmes de « fellowships » pour les chercheurs en danger dans leur pays mais qui ne veulent pas nécessairement le quitter. Ce programme est volontairement peu visible mais considéré comme important, notamment dans certains pays où la liberté académique est de plus en plus menacée.

[2]

La Société Max Planck (Max Planck Gesellschaft – équivalent de notre CNRS, pour le dire rapidement) dispose également d'un réseau international de centres de recherche, dédiés aux disciplines des sciences, technologies, ingénierie et mathématiques. Elle pilote également un réseau d'instituts internationaux dédiés aux SHS, mais implantés uniquement en Europe et aux États-Unis.

En ce qui concerne l'accès au terrain, le constat est partagé par tous : il s'est réduit et est devenu plus complexe. Selon une chercheuse interrogée, « la possibilité de faire de la recherche dans/sur la région dépend des disciplines, des thèmes et des possibilités de financement. Elle est rendue plus difficile notamment en histoire, et pour des sujets polémiques ou délicats. Il peut devenir difficile par exemple d'avoir des permis pour accéder aux archives. » C'est également vrai en archéologie, autre domaine sensible.

Le directeur dispose d'une certaine marge de manœuvre pour autoriser ou non les terrains : la seule ligne rouge est l'interdiction « officielle » du MAE allemand de se rendre dans une zone particulière, car dans ce cas, la couverture assurance ne serait plus garantie. En dehors de cela, le directeur peut discuter en détail du projet et de l'itinéraire avec le chercheur, évaluer les risques et se prononcer en fonction de l'expérience du chercheur concerné et de l'existence d'un réseau local, ainsi que de la nationalité du chercheur (par exemple : pas de chercheur d'origine iranienne en Iran).

Les partenariats

Avec les partenaires locaux

Pour les instituts de la Max Weber Stiftung (Orient Institut Beirut avec son antenne au Caire et Orient Institut Istanbul), comme pour les autres instituts étrangers au Maghreb et au Moyen-Orient, les partenariats sur place sont parfois compliqués. Parmi les raisons évoquées lors des entretiens avec les chercheurs :

- La coopération avec des chercheurs étrangers est mal vue par les autorités. Les chercheurs du pays peuvent hésiter ;
- Le partenaire veut avoir la main sur le choix du personnel local impliqué ;
- Des questions financières peuvent se poser ;
- Les coopérations directes posent des problèmes de niveau ; les programmes inter-régionaux sont difficiles pour des questions de visa entre pays arabes. Les chercheurs locaux ont peur de trop de visibilité.

Selon une chercheuse interrogée, les pays où les coopérations sont plus faciles restent la Tunisie, le Maroc et le Liban. Mais partout, des réseaux existent, se maintiennent ou se créent. Les instituts de recherche étrangers sont perçus comme nécessaires : leur apport, leurs contacts et leurs ressources sont appréciés. En effet, ils jouent un rôle important comme point de contact avec les chercheurs locaux et les chercheurs allemands ou européens. La stabilité qu'ils offrent est un point fort. Les chercheurs peuvent les considérer comme un lieu « de confiance » et une alternative « institutionnalisée » lorsque le travail avec les partenaires locaux est compliqué.

Les instituts doivent s'adapter quand le contexte local est au durcissement. En Turquie par exemple, les chercheurs ou employés de l'Orient Institut Istanbul ne doivent pas se prononcer sur des sujets politiques sur les réseaux sociaux ou signer de pétitions. L'institut n'organise pas de conférences sur des thématiques sensibles, comme la question kurde, ou sur des analyses politiques à proprement parler. Ces sujets sont laissés aux fondations politiques, abordées plus loin. Toutefois, cela n'empêche pas cette dimension d'être présente de manière indirecte dans des recherches a

priori plus neutres. Car les instituts étrangers sont sous surveillance de l'appareil d'État turc. Ainsi, des membres de l'Orient Institut Istanbul ont pu être soupçonnés d'espionnage par le passé et ont eu des démêlés avec la justice du pays, comme ce fut le cas en 2002^[3]. Cela explique l'attitude très prudente des Orient Institut sur les sujets à dimension politique.

Des partenariats avec des institutions de recherche non universitaires

Cela inclut des associations et sociétés professionnelles, des organismes privés et publics de financement de la recherche etc. Les instituts de la MWS coopèrent étroitement avec les acteurs les plus importants de la politique culturelle et éducative étrangère allemande, tels que les Instituts Goethe et les Maisons allemandes de la science et de l'innovation (DWIH).

Des partenariats multilatéraux

Les instituts et le bureau du MWS sont en contact régulier avec les institutions de recherche étrangères, tant sous la forme de contacts personnels que par le biais d'événements scientifiques communs et de coopération sur des sujets de recherche. Parfois, des infrastructures communes (bureaux) sont utilisées.

Les UMIFRE françaises sont souvent le partenaire le plus important, pour diverses raisons :

- Il s'agit souvent du seul autre institut de taille comparable, pouvant s'engager dans une recherche scientifique durable.
- Les approches allemande et française de la recherche dans la région se rejoignent sous certains aspects et ces points communs peuvent favoriser les collaborations, à la différence de la recherche britannique, perçue comme plus politisée, car portant des jugements politiques sur les sujets de recherche. Ces critères d'appréciation peuvent toutefois varier selon les individus concernés et sont souvent le fait de liens interpersonnels.
- Leur organisation administrative et budgétaire est relativement proche (directeurs et chercheurs recrutés par l'État et centres financés par dotation publique).
- Ils ont un réseau équivalent et parfois complémentaire.
- Leur implantation est parfois tout aussi ancienne.

Une différence soulignée est le nombre de projets à long terme, qui sont le point fort des instituts de la MWS, alors qu'ils sont en nombre plus réduit dans le cas des UMIFRE.

Une stratégie forte et claire

Une importance particulière sera accordée à l'instrument des groupes de recherche transnationaux, grâce auquel la MWS [...] met ainsi déjà de nouveaux accents en Asie du Sud (Inde) et en Afrique subsaharienne (Sénégal). Sur la base des projets pilotes

[3]

En 2002, plusieurs membres du personnel de l'OI Istanbul (mais aussi de plusieurs fondations politiques allemandes) ont été jugés par le Tribunal de Sureté de l'État (DGM), soupçonnés d'espionnage, pour avoir suivi (et soutenu) les mobilisations contre l'extraction au cyanure des mines d'or de Bergama. En outre ils ont été largement dénoncés dans les médias pour espionnage et activités contre la Turquie.

décidés par le conseil de la fondation, il examinera également d'ici 2020 si l'Inde, la Chine et la côte ouest des États-Unis peuvent devenir des pays d'accueil ou des sites de la fondation Max Weber. En incluant des régions qui n'ont pas été prises en compte jusqu'à présent et en entreprenant des coopérations régionales dans toutes les directions au-delà des partenariats bilatéraux, la fondation assure la dynamique d'un réseau mondial afin d'apporter une contribution durable et fiable à l'internationalisation de l'Allemagne en tant que site universitaire. Cet approfondissement du réseau se poursuivra de manière conséquente dans les années à venir.^[4]

En plus d'un site web très clair et documenté, la MWS fait également largement usage des blogs de recherche (via la plateforme de hypotheses.org issue d'une collaboration avec Open Edition; ex: le blog des académies transrégionales montées avec le Forum Transregionale Studien: <https://academies.hypotheses.org/>) mais également des réseaux sociaux, Facebook et Twitter, «avec l'objectif de diffuser au plus large public possible les actions et les recherches de la MWS et de ses instituts».

Le financement reste lui aussi élevé. L'allocation fédérale annuelle est en hausse modérée, mais constante, passant de 40705000 euros en 2017 pour atteindre 42613000 euros en 2018 (+4,7%) pour dix instituts, alors qu'on observe la courbe inverse côté français.

[4]

062 [IV] C UN ACCENT MIS SUR L'ASPECT « TRANSRÉGIONAL — TRANSDISCIPLINAIRE — PLURI-PARTENARIAL »

La politique
transrégionale
de la Max
Weber Stiftung

La Max Weber Stiftung s'intègre dans une politique plus générale des institutions académiques allemandes en faveur des approches transversales et transnationales, qui se développe actuellement de manière très dynamique. Parmi les dispositifs mis en place par la MWS pour soutenir cette dimension :

- Les bourses de voyage Gerard Feldman, déjà mentionnées plus haut, dont on attend des lauréats qu'ils « produisent des études transnationales et transrégionales, apportant à la recherche des idées nouvelles et originales ».
- Les bourses Tandem : pour des partenariats binationaux entre chercheurs.
- Les Groupes de recherche transnationaux (Transnationale Forschungsgruppen), d'une dotation annuelle de 500 000 euros pour 5 ans maximum. Ils visent à créer des réseaux transfrontaliers, doivent s'inscrire dans la durée et inclure une université allemande.

Le Forum
Transrégionale
Studien (FTS)
Berlin

Financé en partie par la MWS et par le ministère de l'Éducation et de la Recherche, le FTS travaille à l'internationalisation des réseaux et des méthodes dans les sciences humaines et sociales. Le projet est ouvert aux instituts du MWS, aux institutions membres du Forum et à toutes les universités d'Allemagne.

Le FTS développe des programmes de recherche, dans différents domaines, mettant l'accent sur la transdisciplinarité et surtout la trans-régionalité à travers l'invitation de chercheurs issus de différents pays et

hébergés dans différentes universités berlinoises, dans le but de créer de nouvelles connexions et approches de recherche interdisciplinaires et transrégionales.

Parmi les programmes en cours : un programme en philologie, *Zukunftsphilologie: Revisiting the Canons of Textual Scholarship* a donné naissance à une revue publiée depuis 2016 chez Brill, et désormais à une collection de monographies ; *EUME - Europe in the Middle-East*, a bénéficié entre autres de financements d'un ERC et propose chaque année une dizaine d'allocations doctorales et postdoctorales ; *Academy in Exile* (co-piloté par le FTS avec l'Université de Duisbourg-Essen (UDE) et l'institut d'études avancées pour les humanités d'Essen, ce programme est destiné aux chercheurs issus de pays où les libertés civile et académique sont menacées et leur offre un espace de débat et de recherche) a reçu des financements de la fondation Volkswagen, de la fondation Freudenberg et de la fondation Andrew Mellon. Le FTS se veut une organisation qui fait de la recherche « avec » et non « sur » et cherche à éviter une approche verticale.

Les Centres Merian

Les groupes de recherche transnationaux (TFG) ont parfois été à l'origine de la création d'Instituts d'Études Avancés (Merian Centres) financés par le MER allemand. En Inde, au Mexique, au Brésil, au Ghana et en 2020 à Tunis (Merian Centre for Advanced Studies in the Maghreb), ces Centres ont pour objectif de mettre en relation les institutions de recherche allemandes avec des institutions d'accueil situées dans différents endroits du monde. Axés sur le développement des études supérieures en sciences humaines et sociales, les Centres Merian constituent des dispositifs de coopération à long terme entre les institutions participantes, avec un fort accent mis sur l'aspect interdisciplinaire et interculturel. Ils accueillent des chercheurs confirmés, prioritairement les chercheurs du pays/de la région concernés, mais sont ouverts à tous les chercheurs internationaux.

Le Merian Centre de Tunis, ou MECAM (Merian Centre for Advanced Studies in the Maghreb) regroupe côté allemand la Philipps-Universität Marburg en tant que coordinatrice, l'Université de Leipzig, l'Institut allemand d'études globales et régionales (GIGA) à Hambourg et le Forum Transregionale Studien à Berlin. Le partenaire tunisien est l'Université de Tunis. L'Université de Sfax, l'Institut tunisien d'études stratégiques, et d'autres partenaires (Casablanca et Beyrouth) font également partie du réseau régional. Ouvert en 2020, le MECAM a pour axe principal un programme prospectif intitulé *Imagining Futures - Dealing with Disparity*, structuré en cinq pôles thématiques (Inégalité et mobilité ; mémoire et justice ; pratiques esthétiques et culturelles ; ressources et développement durable ; identités et croyances). Il est actuellement dans une phase de préfiguration, en vue d'une première tranche de fonctionnement à plein régime entre 2023 et 2033.

Les clusters du DAI

Le DAI dispose également d'un réseau interne sous la forme de « clusters » de recherche transrégionaux, centrés sur l'archéologie. Dans ces groupes, les études de cas sur diverses cultures anciennes et dans divers lieux géographiques sont regroupées selon des thèmes centraux : innovation, migration, espaces politiques et sacrés, histoire du sujet même. La comparaison

diachronique et spatiale des phénomènes culturels dans le monde entier permet de faire de nouvelles découvertes importantes. On peut citer ici à titre d'exemple le Trans Area Network Afrika (TANA), fondé en 2014 pour relier de nombreux projets des différents départements et commissions de la DAI et étendre leurs contacts à tous les partenaires du continent africain.

065 [IV] D LES FONDATIONS POLITIQUES ALLEMANDES

On ne peut enfin achever ce panorama sans évoquer le système des fondations politiques allemandes, assez unique dans son rôle et son fonctionnement. Il dispose d'un important réseau également dans la région Maghreb/Moyen-Orient, développant des activités pouvant avoir une dimension de recherche importante, en prise avec le contemporain.

Les fondations actives sont :

- Friedrich-Ebert-Stiftung : proche du Parti social-démocrate (SPD), créée en 1925, interdite en 1933 et réactivée dès 1945.
- Konrad-Adenauer-Stiftung : proche de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), née en 1964 de la fusion de deux instituts créés en 1955 et en 1962.
- Friedrich-Naumann-Stiftung : proche du Parti libéral démocrate (FDP), créée en 1958.
- Hanns-Seidel-Stiftung : proche de l'Union chrétienne sociale (CSU), créée en 1967.
- Heinrich-Böll-Stiftung : proche des Verts (Bündnis 90/Die Grünen), créée en 1997 à partir de trois organisations financées depuis 1989.
- Rosa-Luxemburg-Stiftung : proche à l'origine du Parti du socialisme démocratique (PDS) et désormais du parti de gauche (Die Linke), officiellement reconnue en 1999.
- Desiderius-Erasmus-Stiftung : proche de l'Alternative für Deutschland (AfD), créée en 2017.

Proches des partis allemands, dont elles émanent souvent mais dont elles sont formellement indépendantes, les fondations disposent de représentations à l'étranger soutenant, entre autres, la recherche que ce soit au travers de projets spécifiques ou par l'implantation de bureaux dans différentes régions du monde. À titre d'exemple, la Friedrich Ebert Stiftung (SPD) a des bureaux dans les pays suivants de la région Maghreb et Moyen-Orient : Égypte, Algérie, Israël, Yémen, Jordanie, Liban, Maroc, Territoires Palestiniens, Soudan, Tunisie, Turquie, ainsi qu'en Asie Centrale (Kazakhstan, Ouzbékistan, Kirghizistan, Tadjikistan). Certains de ces bureaux ont une mission régionale, d'autre une mission centrée sur un pays.

Qualifiées de « courtiers de la politique étrangère » allemande par une chercheuse^[5], ces fondations ont des activités et des délégués nombreux. Ces derniers sont souvent spécialistes du pays où ils interviennent et en connaissent la langue. Ils sont diplômés en sciences politiques, en économie ou en droit et s'appuient sur un solide réseau, allemand et local – le personnel local étant un soutien important de leur action.

Cette action peut s'apparenter à la promotion de la démocratisation, comme lors des printemps arabes où elles ont contribué au travers de formations ou de voyages d'études à tenter de faire émerger observateurs électoraux et leaders politiques. La Fondation Friedrich Ebert a par exemple soutenu l'organisation du Forum social mondial à Tunis en 2013. Pour ces actions, les pouvoirs publics allemands, et en particulier le ministère de la Coopération économique et du Développement (BMZ), leur ont fourni un appui financier. Lors des printemps arabes, les fondations ont bénéficié d'une enveloppe exceptionnelle de 5,4 millions d'euros du BMZ pour soutenir leur engagement dans la région. En cela, les fondations se rapprochent des organisations américaines de promotion de la démocratie.

Cependant leur force se situe davantage dans des actions pérennes et des liens durables. La recherche fait partie des programmes de fond des fondations de partis politiques. Elles peuvent d'ailleurs attribuer des bourses doctorales ou accueillir des stagiaires (doctorants entre autres) désireux de faire un séjour sur le terrain.

Comme on l'a vu plus haut, ce sont elles qui ont, davantage que les centres de recherche de la MWS, vocation à évoquer des sujets politiques et de société. En cas de problèmes, elles sont protégées par le poste diplomatique, ce qui leur assure une certaine sécurité. Il s'établit ainsi une forme de répartition du travail entre les fondations et les centres de recherches : les premières traitent des sujets d'actualité, avec enjeux politiques forts, très contemporains. Elles ont par nature davantage vocation à prendre position sur des questions politiques.

S'il n'y a pas de lien organique entre fondations politiques et instituts de la MWS, il existe par contre des liens informels comme des invitations à participer à des rencontres organisées par les unes ou par les autres. Il peut également y avoir de possibles collaborations ponctuelles sur des projets spécifiques ou bien des chercheurs rattachés aux instituts de la MWS qui sont

[5] Dorota DAKOWSKA, « Les fondations politiques allemandes : des courtiers de la politique étrangère », *CERISCOPE Puissance*, 2013, [en ligne], consulté le 05/02/2021, URL : <http://ceriscope.sciences-po.fr/puissance/content/part2/les-fondations-politiques-allemandes-des-courtiers-de-la-politique-etrangere?page=show>

aussi investis dans certains projets des fondations.

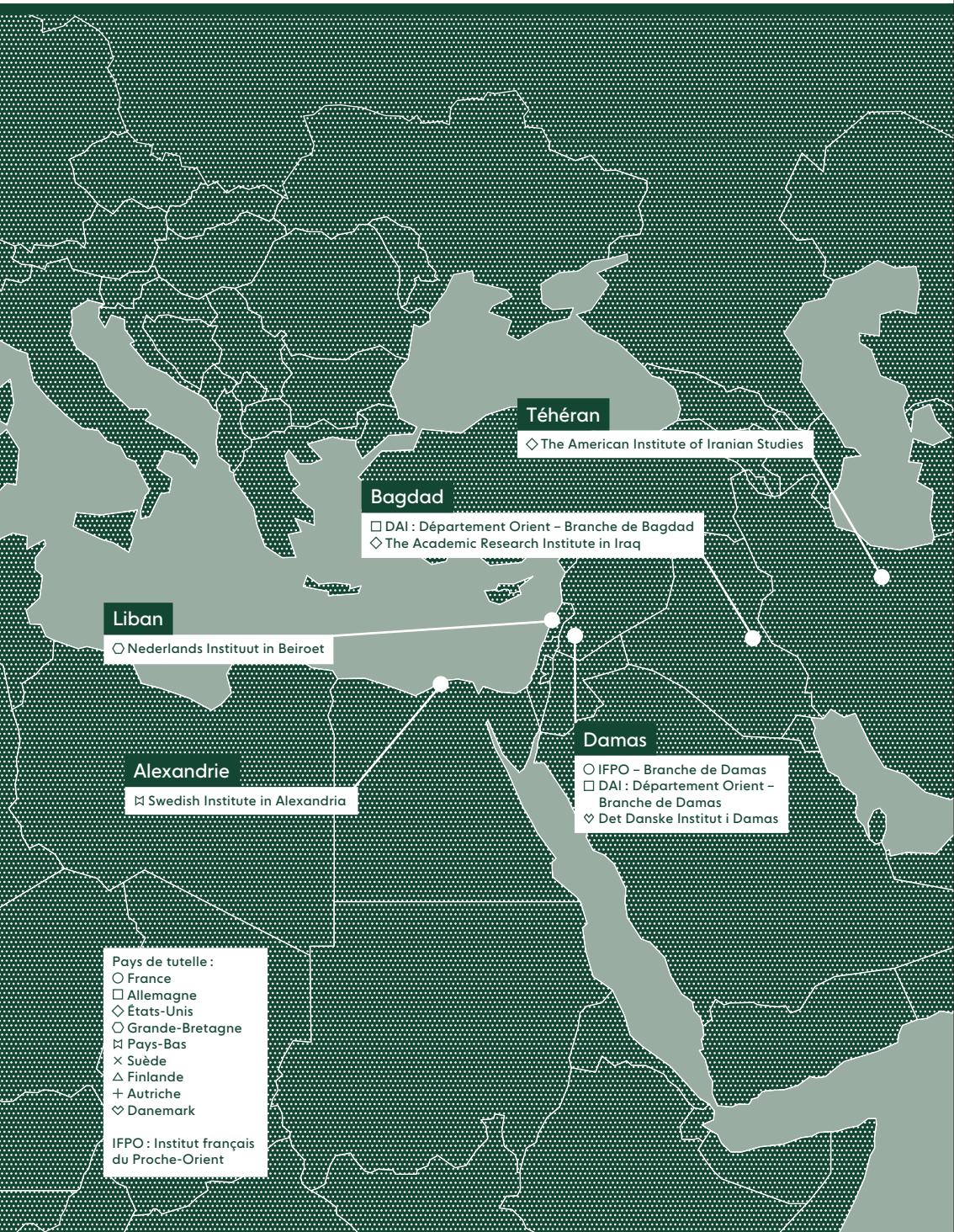
En outre, dans des régions où la Max Weber Stiftung n'est pas implantée alors que les fondations sont présentes, comme le Maghreb, de nombreuses collaborations existent entre les fondations et les UMIFRE : ainsi l'IRMC et la Konrad Adenauer Stiftung (KAS) collaborent régulièrement pour des colloques, des conférences, des formations (ex : un atelier d'écriture scientifique et de méthodologie en sciences humaines et sociales, en 2019, destiné à un public d'étudiants en SHS libyens). Il en est de même pour le Centre Jacques Berque au Maroc avec la KAS ou pour le CEDEJ en Égypte avec la Friedrich Ebert Stiftung.

Pour conclure, selon les termes de la chercheuse Dorota Dakowska, « situées à cheval entre l'action publique internationale et le champ politique, les fondations politiques sont des acteurs incontournables de la politique étrangère allemande. La place centrale qu'elles occupent dans les réseaux transnationaux de partis repose sur ce double ancrage et sur les ressources qu'elles parviennent, de ce fait, à cumuler et à réinvestir. Les fondations conduisent une « diplomatie parallèle » qui sert tant les partis politiques auxquels elles sont affiliées que les ministères fédéraux. Les liens qu'elles tissent, saisis de manière relationnelle, aident à approcher ce que d'aucuns qualifient de *soft power* dans les relations internationales^[6]. »

L'Allemagne a ainsi développé au fil des années un réseau très dense et des dispositifs variés pour soutenir la recherche sur le Moyen-Orient. Contrairement à la France et à son dispositif, l'Allemagne se trouve dans une phase d'expansion et dispose des ressources financières lui permettant d'élargir son réseau. C'est ainsi qu'elle s'implante depuis peu au Maghreb, et dans d'autres régions du monde où elle était jusqu'alors absente. En outre, ses ressources lui permettent de soutenir des stratégies de recherche fortes, s'inscrivant dans la durée.

[6]

Op. cit.



Téhéran

◇ The American Institute of Iranian Studies

Bagdad

□ DAI : Département Orient – Branche de Bagdad
◇ The Academic Research Institute in Iraq

Liban

○ Nederlands Instituut in Beiroet

Alexandrie

⊞ Swedish Institute in Alexandria

Damas

○ IFPO – Branche de Damas
□ DAI : Département Orient – Branche de Damas
♥ Det Danske Institut i Damas

Pays de tutelle :

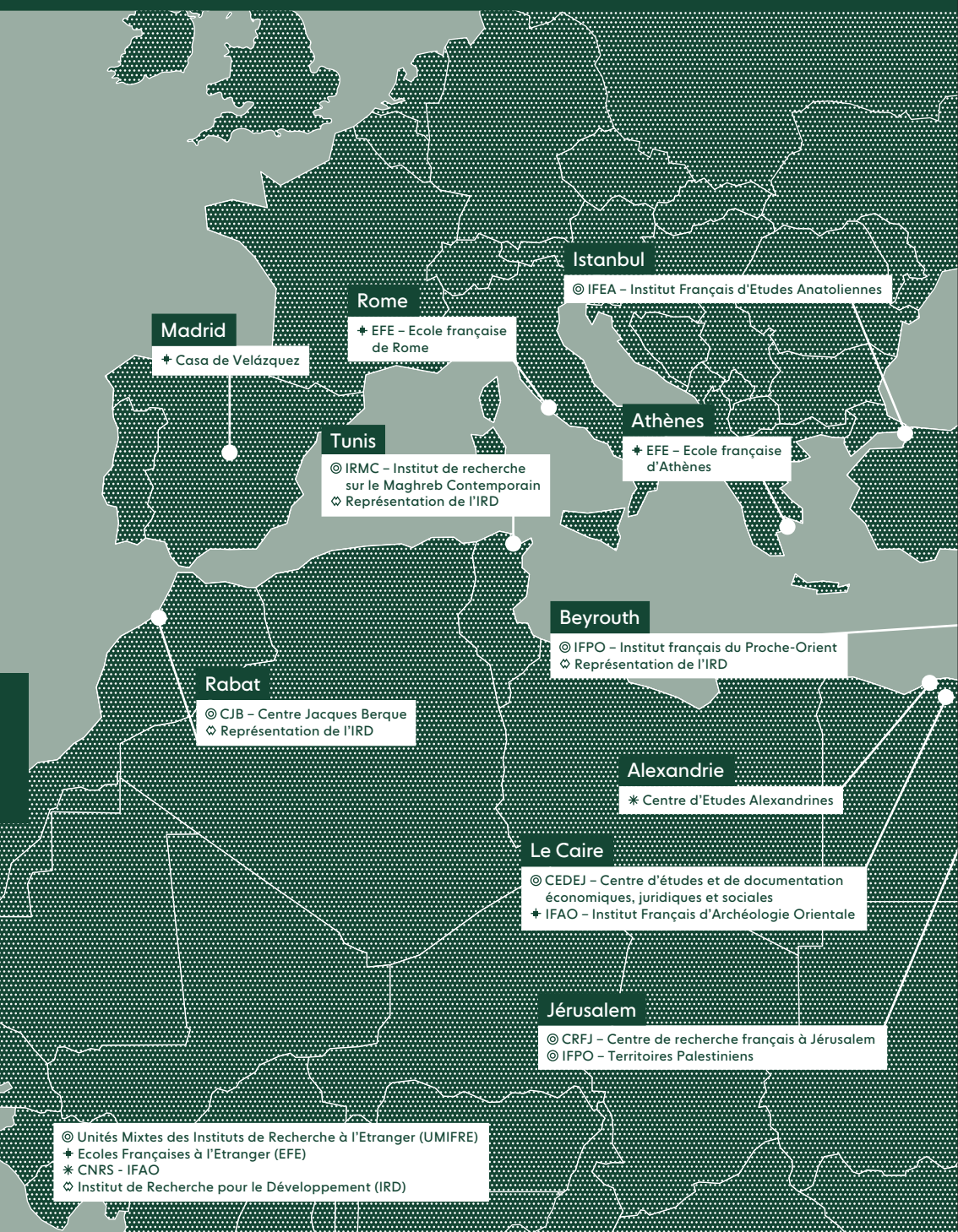
- France
- Allemagne
- ◇ États-Unis
- Grande-Bretagne
- ⊞ Pays-Bas
- × Suède
- △ Finlande
- + Autriche
- ♥ Danemark

IFPO : Institut français
du Proche-Orient

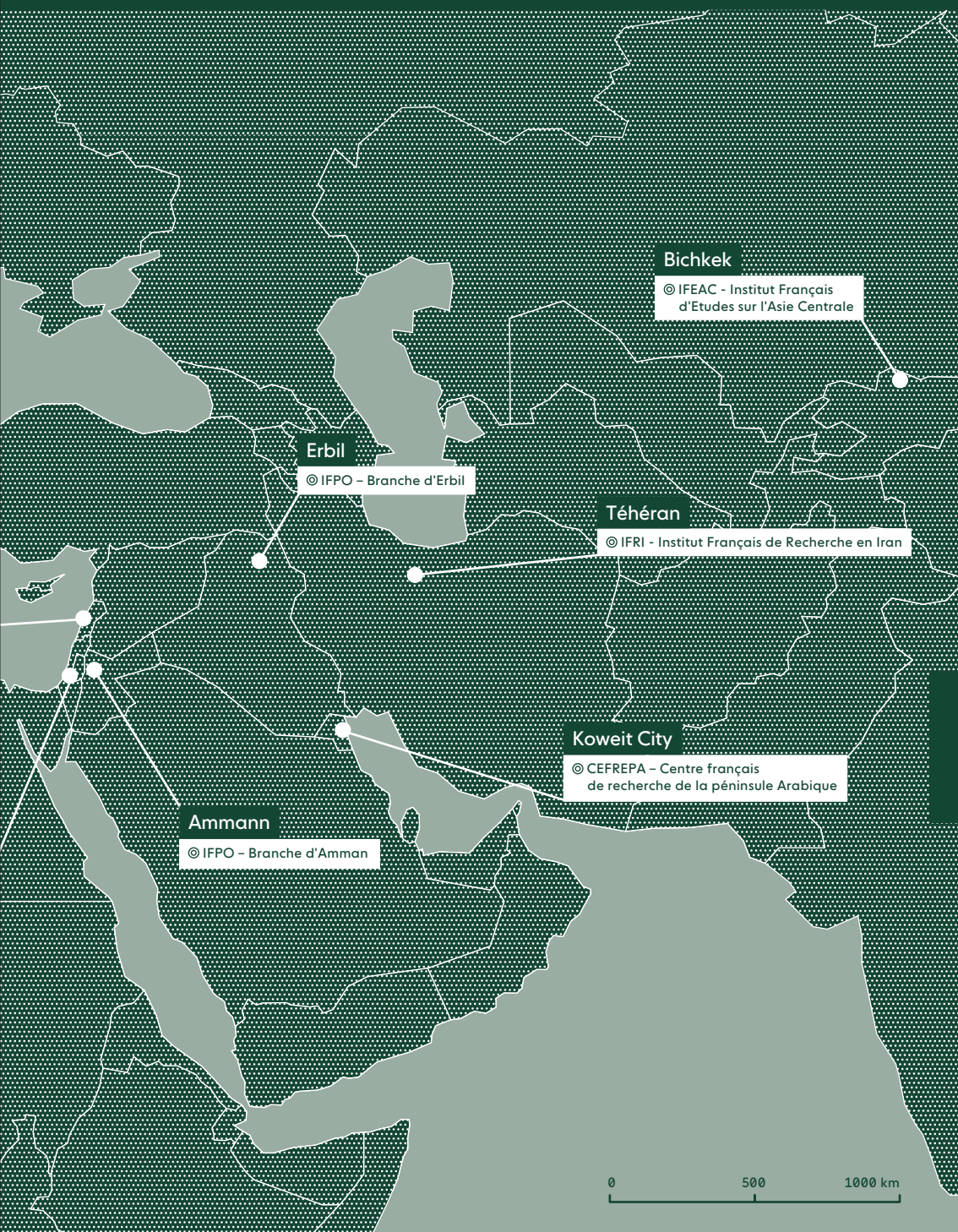
[V]

CONCLUSIONS

069—069



⊙ Unités Mixtes des Instituts de Recherche à l'Étranger (UMIFRE)
 † Ecoles Françaises à l'Étranger (EFE)
 * CNRS - IFAO
 ⊕ Institut de Recherche pour le Développement (IRD)



Bichkek

© IFEAC - Institut Français d'Etudes sur l'Asie Centrale

Erbil

© IFPO - Branche d'Erbil

Téhéran

© IFRI - Institut Français de Recherche en Iran

Koweït City

© CEFREPA - Centre français de recherche de la péninsule Arabique

Ammann

© IFPO - Branche d'Ammann

LES CENTRES DE RECHERCHE NATIONAUX À L'ÉTRANGER, UN MODÈLE À TRANSFORMER ?

Les trois configurations évoquées dans cette étude correspondent à trois trajectoires très différentes, même si des parallèles sur le temps long peuvent être observés : les plus anciens centres européens et américains présents dans la région ont eu comme première raison d'être le soutien aux missions archéologiques et aux études classiques, avant de connaître dans les dernières décennies du XX^e siècle une ouverture beaucoup plus forte vers les sciences humaines et sociales dans toute leur diversité. Leurs évolutions ont ensuite largement divergé depuis le début du XXI^e siècle. La trajectoire des centres de recherche américains (AORC), très fragilisés par la raréfaction des financements publics, n'est pas sans présenter de nombreuses similitudes avec l'évolution du réseau français. Dans le cas américain, les structures universitaires, campus délocalisés ou Global Centers, privilégiant des liens étroits avec certains partenaires locaux, qui se sont multipliés au moment de la course à l'internationalisation des années 2000, n'ont toutefois que partiellement tenu leurs promesses de renouvellement. Le recours plus massif aux financements privés, la quête de mécénat ont en effet un impact lourd sur le choix des thèmes de recherche, et les formats de financement. L'évolution des instituts britanniques (BIRI) atteste des processus similaires, et notamment un resserrement des financements sur des thématiques « accrocheuses », même si le financement des instituts britanniques est resté stable sur les dix dernières années.

La trajectoire allemande au cours de la dernière décennie tranche fortement avec ces deux premières configurations, tout comme avec celle des instituts de recherche français. Sortant d'une simple logique de gestion de l'existant, les pouvoirs publics allemands ont réorienté le réseau existant, et impulsé de nouvelles dynamiques pour faire de ces instituts de véritables

leviers d'internationalisation de la recherche et de l'enseignement supérieur allemand. Trois démarches complémentaires, accompagnant une augmentation substantielle des financements, ont été engagées du côté allemand :

- Une mutualisation accrue des moyens, des ressources et des fonctions entre les instituts, sur le modèle déjà ancien du DAI, avec la création par étape de la Max Weber Stiftung entre 2002 et 2012, qui dispose désormais d'une équipe d'une vingtaine de personnes assurant depuis Bonn la majeure partie des fonctions d'administration, de communication, de support informatique, de développement des ressources numériques et des publications pour l'ensemble des instituts.
- Un soutien vigoureux au développement des études transrégionales et transaréales, autour de thématiques de recherche bien identifiées, portées par des volants de contrats doctoraux et post-doctoraux, et des programmes de recherche de moyenne ou longue durée structurés par les instituts ou des groupes de recherche transnationaux.
- Une solution institutionnelle innovante permettant d'associer sur une base régionale des universités et instituts de recherche, avec la création des Merian Centres, en tant que centres d'études avancées en SHS. En mettant au cœur de cette institution le partenariat avec des institutions locales (universités et centres de recherche), une approche transnationale et régionale et un décloisonnement disciplinaire et thématique, cette structure paraît adaptée pour traiter les enjeux de fond qui se posent dans les sociétés de la région, avec leurs fragilités, leurs crises, leurs tragédies, mais aussi leurs élans.

La trajectoire allemande n'implique donc pas la disparition de ses instituts de recherche hérités, mais plutôt leur consolidation et leur redéploiement au sein de configurations nouvelles, associant plus fortement les différents acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche allemand dans une démarche d'internationalisation et de circulation plus intense des savoirs et des compétences. L'apparition de tels réseaux spécialisés et centrés sur la recherche fondamentale se comprend également dans un écosystème où les fondations issues des partis politiques allemands jouent un rôle majeur en prenant en charge une recherche plus appliquée, en prise avec les problématiques politiques et sociales d'actualité – fonction qu'aucun acteur comparable n'assume dans le cas français.

Les instituts de recherche à l'étranger constituent donc toujours des points d'appui essentiels et précieux, mais leur efficacité et leur impact sont affaiblis lorsqu'ils sont trop coupés ou isolés de leur tissu académique et scientifique national. Tout l'effort doit donc porter sur la façon de recréer des synergies autour d'ambitions scientifiques fortes, partagées largement entre acteurs locaux, nationaux et internationaux. Face à ce constat, un des déficits criants du réseau français est sa difficulté à trouver des dispositifs institutionnels adaptés pour bâtir des projets scientifiques de long terme, financés sur une base pluriannuelle et susceptibles de mobiliser acteurs locaux, centres de recherche français à l'étranger, universités et centres de recherche métropolitains autour d'un élan commun.

DES FONCTIONS DIVERSES, DE PLUS EN PLUS SPÉCIALISÉES

L'engagement des réseaux américains, britanniques et allemands dans une logique de recherche sur projets (qu'ils soient de court, moyen ou long terme) est un élément décisif de leur évolution au cours des dernières décennies. Cela tient non seulement à l'évolution de leurs modes de financement, mais également à une distinction et un profilage plus net des fonctions que les instituts de recherche à l'étranger sont appelés à assumer.

Tous les instituts partagent en effet des fonctions similaires, notamment :

- [a] Mobilité
L'encouragement et l'accueil de mobilités courtes, pour des chercheurs de tous types, en proposant bourses et facilités d'accueil ;
- [b] Encadrement et coordination
Un nombre beaucoup plus limité de mobilités longues pour des chercheurs avec fonction d'encadrement ou de coordination scientifique (voire des mobilités très longues dans le cas de certaines directions d'institut, ou de recrutement de longue durée de chercheurs locaux ou binationaux) ;
- [c] Appui et structuration de programmes de recherche pluriannuels
Cette fonction a fortement évolué au cours des dernières décennies. Pendant longtemps, une partie des fonctions des centres tournés vers l'archéologie était de fournir du personnel technique d'appui, cette fonction tend aujourd'hui à s'effacer, au profit de programmes de recherche financés sur appel à projets, principalement nationaux (les différents centres, en raison de leur localisation, ayant des difficultés pour être porteurs de projets européens).

- [d] Formation
La formation des jeunes chercheurs et le financement de contrats de recherches doctorales et surtout post-doctorales;
- [e] Partenariats
L'entretien et le développement de réseaux de partenaires locaux dans le cadre de programmes communs : institutions publiques (ministères, collectivités locales, universités, institutions culturelles et patrimoniales), centres de recherche, chercheurs individuels;
- [f] Documentation
La constitution de ressources documentaires spécialisées sur la région (bibliothèques, bases de données);
- [g] Diffusion du savoir
Des dispositifs de partage du savoir (conférences publiques) et de publication.

Ces différentes fonctions peuvent être assumées de façon plus ou moins forte, selon des modalités variées : tous les instituts ne jouent pas un rôle dans la formation des jeunes chercheurs, ou dans l'accueil de mobilités courtes – rôle que par exemple certains Global Centers ont récupéré dans le cas américain. L'ordre des priorités n'est également pas toujours le même et il faut sans doute distinguer la situation des institutions allemandes et françaises qui peuvent continuer de se centrer principalement sur la recherche fondamentale grâce à leurs fonds récurrents, complétés ponctuellement par des financements extérieurs sur des opérations spécifiques.

Cette grille des fonctions permet néanmoins de mieux situer ce qui peut apparaître comme les points forts, points faibles et spécificités du réseau français :

- [a] Fonction mobilité
Le format français de la délégation CNRS comme modalité principale des mobilités de durée moyenne des enseignants-chercheurs et chercheurs implique le maintien de structures d'accueil – une nécessité beaucoup moins forte dans les contextes britanniques, américains ou allemands où les systèmes de congés sabbatiques réguliers offrent plus de souplesse dans les structures d'accueil. Dans l'ensemble, il apparaît nécessaire de maintenir une diversité de dispositifs permettant de s'adapter aux besoins de mobilité de durée courte ou moyenne.
- [b] Fonction encadrement et coordination
Le turn-over très rapide des fonctions d'encadrement et de coordination dans les instituts français apparaît comme une spécificité forte de ce système par rapport aux trois autres systèmes étudiés qui privilégient des durées plus longues, voire beaucoup plus longues, pour la direction de leurs instituts de recherche. Par ailleurs, des spécificités administratives rendent difficile le portage des projets européens par les UMIFRE (ce n'est pas le cas pour des instituts Max Weber par exemple), ce qui limite les capacités de coordination mais aussi de potentiels partenariats structurants.

- [c] Fonction appui et structuration de programmes de recherche pluriannuels
 Cette fonction continue d'être assurée dans les UMIFRE, tenus de définir des axes scientifiques pluriannuels, et disposant encore de personnels d'appui à la recherche (notamment dans le domaine de l'archéologie); les possibilités de structuration de programmes pérennes inter-UMIFRE restent toutefois limitées, et les financements actuels incitent peu à la construction de partenariats durables entre instituts de recherche à l'étranger, universités et centres de recherche métropolitains.
- [d] Fonction formation
 Alors que la formation à la recherche a longtemps constitué une priorité du réseau français, il ne dispose aujourd'hui que d'un nombre limité de contrats doctoraux (via l'InSHS) et d'Aides à la mobilité internationale des doctorants (AMI) en nombre de plus en plus réduit – et dont le volume global ainsi que la durée sont laissés à la discrétion des directeurs d'instituts, ce qui engendre des pratiques inégales et disparates. L'absence de véritables contrats post-doctoraux constitue surtout un déficit criant par rapport aux autres réseaux de recherche étrangers, et un frein évident à l'internationalisation. Couplée à la réduction tendancielle du temps de séjour pour les doctorants (quelques mois de bourse en moyenne), cette absence a pour effet qu'une majorité des jeunes chercheurs séjournent en institut pour une durée courte et doivent privilégier de manière bien compréhensible des logiques d'efficacité. Par ailleurs, certains instituts sont actifs dans le soutien aux voyages d'études ou l'organisation d'écoles doctorales, mais de manière moins institutionnalisée que ce que proposent par exemple les Global Centers.
- [e] Fonction partenariats
 Elle constitue un point fort du réseau français: les partenariats locaux se sont beaucoup développés au cours des trente dernières années et le réseau français dispose en outre de l'expérience riche de l'IRD en matière de partenariats et de construction de capacité locale dans le domaine de la recherche fondamentale et appliquée. Cependant, la rapidité du turn-over des personnels en poste (directeurs et chercheurs) a souvent pour corollaire un déficit d'institutionnalisation de ces partenariats, dont certains peinent à survivre aux personnes qui les ont mis en place.
- [f] Fonction documentation
 Également un point fort, avec des fonds documentaires riches et des bibliothèques importantes, et des efforts réels bien que disparates pour constituer des ensembles de ressources en ligne cohérents; dans un contexte de réduction des mobilités, mais aussi plus généralement de demandes accrues d'accessibilité, ce point fort mériterait d'être beaucoup mieux mis en valeur, en poursuivant les entreprises de signalement des

ressources documentaires et d'adaptation aux nouvelles opportunités qu'offre la science ouverte et la transition numérique.

[g]

Diffusion du savoir

Là aussi, un souci partagé des instituts français, dans la mesure où le contexte local s'y prête; en revanche, on peut noter une grande dispersion des structures éditoriales, et des limites fortes à la diffusion des productions éditoriales, qui restent très peu internationalisées. En outre, la logique de visibilité à court terme conduit parfois à privilégier la dimension événementielle (conférences) sur la diffusion de savoirs sous forme plus durable (publications).

DES PARTENARIATS AVEC LES AUTRES INSTITUTS FLUCTUANTS ET PEU STRUCTURÉS

Le resserrement des liens entre instituts de recherche européens est un serpent de mer, qui ressort régulièrement. Il n'existe aucune stratégie globale de partenariat ou de rapprochement entre différents réseaux, ni de réflexion sur de possibles synergies. C'est sur place que des rapports entre différents instituts existent; mais ils ne sont pas très structurés ni institutionnalisés. Ils sont de fait très variables, en fonction d'un certain nombre de critères conjoncturels ou structurels:

- La localisation dans le pays: le BIAA situé à Ankara, par exemple, est très éloigné de ses partenaires européens basés à Istanbul, ce qui n'encourage pas les coopérations. En revanche, le partage de locaux (comme dans le cas du BCRL et de l'IFPO à Jérusalem) peut favoriser les rapprochements – mais ce n'est pas automatique.
- Les spécialités de chaque centre: en Turquie, le BIAA (dont l'archéologie est la spécialité «historique») a moins d'affinités avec l'IFEA, perçu comme plus tourné vers le contemporain, qu'avec le DAI allemand ou avec l'ARIT qui a un volet patrimoine.
- Les affinités ou parcours personnels: en Turquie toujours, la directrice du BIAA a passé 5 ans en Allemagne et parle couramment allemand. Elle est donc plus proche des chercheurs allemands en archéologie qu'elle connaît. Son adjoint, qui travaille sur la Turquie contemporaine, est plus en lien avec les chercheurs de l'IFEA. À l'inverse, la directrice du BCRL d'Amman se sent quant à elle plus proche de la manière française de travailler et donc de l'IFPO.
- Les différences de fonctionnement et de statut: l'ensemble des UMIFRE de la région, bénéficiant de la protection diplomatique, sont moins concernés par les risques encourus à parler

de certains sujets ouvertement. Ils sont en revanche plus dépendants à l'égard de leurs tutelles diplomatiques, qui rappellent en outre régulièrement le « devoir de réserve » auquel sont tenus les chercheurs permanents des centres. Les BIRI, quant à eux, se doivent de ménager les autorités du pays dont ils dépendent. Cela peut freiner (et l'a déjà fait par le passé) des collaborations.

- De même, les différences de règles administratives et budgétaires par rapport aux autres instituts étrangers freinent parfois les coopérations. En ce sens, les UMIFRE et les instituts de la Max Weber Stiftung sont structurellement plus proches : ils emploient des chercheurs et un directeur expatriés et financés par l'État. Malgré cela, les pratiques et règles administratives, y compris budgétaires, très différentes, peuvent singulièrement compliquer les coopérations sur le terrain. C'est le cas aussi, pour les centres avec un lien avec le réseau diplomatique (France et Allemagne), de certaines frilosités diplomatiques.
- Les projets entrepris : la plupart des partenariats s'effectuent sur des projets précis, et donc à géométrie variable. Ainsi, en Turquie, le Ferikoÿ Protestant Cemetery Initiative (dont l'objectif est de préserver, documenter et étudier le principal cimetière protestant d'Istanbul) réunit plusieurs partenaires européens de culture protestante, mais pas la France.

Il semble important de réfléchir aux potentielles synergies et partenariats envisageables entre ces différentes structures, au niveau global mais aussi local.

080—081

[VI] PROPOSITIONS

L'évolution de l'organisation du réseau de recherche français à l'étranger a été essentiellement guidée au cours des dernières décennies par des logiques institutionnelles internes à la France. La mise en place d'une double-tutelle des UMIFRE entre le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et le CNRS au tournant des années 2000 a constitué un premier jalon pour fédérer les différents acteurs de la recherche autour de cet instrument commun. Ce chemin nous paraît devoir être poursuivi aujourd'hui, pour faire évoluer ce réseau et lui donner des perspectives claires, adaptées non seulement au contexte budgétaire et bureaucratique français, mais aussi au contexte international de production de la science et des savoirs sur le Maghreb, le Moyen-Orient et les mondes de l'Islam qui a considérablement changé en l'espace de vingt années.

La comparaison avec les réseaux britanniques, américains et allemands n'offre pas de solution toute faite, mais elle permet d'esquisser trois pistes qui nous paraissent cruciales pour l'avenir :

1

Renforcer les fonctions mutualisées au service des instituts de recherche

Cette mutualisation existe déjà au sein du réseau des UMIFRE dans le domaine de la communication, avec le rôle joué par la FMSH (portail et cahier des UMIFRE). Elle pourrait être toutefois renforcée et étendue notamment au domaine de la veille sur les appels à projet ou les financements partenariaux, de l'édition et du soutien à la transition numérique, ou de la valorisation des ressources documentaires. La mise en place d'un vrai pôle métropolitain d'appui aux UMIFRE (sur le modèle de l'équipe de la Max Weber Stiftung à Bonn) rassemblant toutes ces fonctions mutualisées apparaît comme une nécessité cruciale.

2 Développer un programme de contrats post-doctoraux fléchés à destination des UMIFRE

Le renforcement de ces financements de niveau et de format post-doctoral, très importants à l'international et dans les autres centres étrangers, et quasiment absents dans les UMIFRE mais aussi plus largement dans le système académique français, doit être une priorité. L'absence de contrats post-doctoraux, clairement identifiés comme tels, est problématique du point de vue des trajectoires des jeunes chercheurs, mais aussi du positionnement des centres dans les carrières de recherche et l'environnement régional et international. Ainsi, des mobilités de niveau post-doc (pour un ou mieux, deux ans) permettraient de faire venir dans les UMIFRE des personnes déjà formées, pouvant participer à la formation à la recherche et par la recherche des plus jeunes; des personnes dynamiques et actives, aptes à répondre à des appels à projet nationaux ou européens. Cette présence pourrait dynamiser les instituts et leur redonner une capacité d'attractivité internationale équivalente à celle de leurs homologues. Elle permettrait également de clarifier la vocation des postes de chercheurs MEAE en les fléchant plus explicitement vers des fonctions d'encadrement et de coordination de la recherche, plutôt que vers le financement de jeunes chercheurs en début de carrière.

3

Favoriser la structuration de programmes de recherche pluriannuels régionaux associant différents types d'acteurs (instituts de recherche à l'étranger, universités, centres de recherche métropolitains, partenaires locaux)

La comparaison internationale a fait également ressortir la difficulté du réseau français à se structurer autour de quelques priorités de recherche fortes. Sans réduire l'activité des UMIFRE à quelques grands programmes internationaux (car il faut qu'elles puissent continuer à assumer toutes les fonctions énumérées plus haut, et à accueillir les personnels académiques affectés dans la diversité des objets de recherche) il paraît toutefois important de se doter d'un dispositif pérenne et réellement incitatif de structuration de tels programmes. Le CNRS dispose d'un cadre institutionnel souple, les IRN (International Research Network), qui a justement pour objet la structuration d'une communauté scientifique à l'international autour d'une thématique partagée ou d'une infrastructure de recherche, en promouvant l'organisation d'ateliers et de séminaires internationaux ou d'écoles thématiques. Créés pour 5 ans, les IRN sont financés à hauteur de 50 000 à 75 000 euros sur l'ensemble de la période (là où les Groupes de recherche transnationaux de la Max Weber Stiftung disposent d'un budget de 500 000 euros par an sur 5 ans). La mise en place d'IRN avec des moyens financiers renforcés, éventuellement couplés à des financements post-doctoraux (proposition 2) pourrait offrir ce cadre incitatif fort qui fait actuellement défaut. La constitution de ces réseaux internationaux permettrait notamment de faire émerger plus facilement des propositions en réponse aux appels à projet nationaux et européens, mais aussi de renforcer l'insertion des instituts dans des partenariats à différentes échelles, ainsi que leur rayonnement.

La mise en place de chaires thématiques inter-UMIFRE pourrait constituer également un dispositif souple et réactif, permettant de structurer de façon plus visible et durable des partenariats nationaux et internationaux appuyés sur des coopérations inter-UMIFRE autour de thématiques prioritaires, favorisant également la réponse aux appels à projet dans le cadre d'Horizon Europe. Chaque chaire pourrait associer plusieurs UMIFRE, des laboratoires de recherche et universités métropolitaines, rejoints par des partenaires non français (partenaires locaux académiques ou professionnels,

partenaires internationaux) sur un engagement de longue durée (5 à 10 ans). La direction de la chaire pourrait être assurée par un chercheur ou une chercheuse/un enseignant chercheur ou une enseignante chercheuse sous la forme d'une délégation fléchée vers l'une des UMIFRE/EFE partenaire de la chaire.

La couverture complète des pays de la région par les centres de recherche français, résultat de l'ambition forte qui a présidé à leur développement au cours des dernières décennies du XX^e siècle, constitue encore aujourd'hui un atout remarquable face à la cartographie plus ciblée ou disparate des réseaux américains, britanniques et allemands. Faisons de cet atout un véritable levier pour la construction d'un réseau tenant pleinement compte des dynamiques régionales et transrégionales en dotant ces centres de dispositifs facilitant les circulations, les croisements, les comparaisons et la variation fine des échelles d'observation des sociétés, et la démultiplication des interactions académiques, culturelles et scientifiques à la hauteur des enjeux que nous avons à affronter ensemble.



088—089

[VII] ANNEXES

091 [VII] A
TABLEAU DES CENTRES ÉTRANGERS

Allemagne

Nom	Zone	Personnel	Bourse	Spécialisations	Bibliothèque
Deutsches Archeologisches Institut (DAI)					
Deutsches Archeologisches Institut Kairo (1907 – affilié au DAI en 1929)	Égypte : Vallée du Nil et zones désertiques avoisinantes en Égypte, désert libyen, Nubie	31 personnes : dont directeur, directeur adjoint, secrétaire général, conservateur + étudiants/doctorants	Bourses de voyage pour post-doctorants. Bourses de recherche entrantes et sortantes destinées à de jeunes chercheurs n'appartenant pas au DAI	Archéologie	Bibliothèque + 43 000 volumes Publications
Deutsches Archeologisches Institut Istanbul (1929)	Turquie : Anatolie	28 personnes : dont directeur, directeur adjoint, secrétaire général, conservateur + étudiants/doctorants	Bourses de voyage pour post-doctorants. Bourses de recherche entrantes et sortantes destinées à de jeunes chercheurs n'appartenant pas au DAI	Archéologie, histoire ancienne et moderne, du 10 ^e millénaire avant J.-C. à l'époque ottomane et au 20 ^e siècle.	Bibliothèque + 60 000 volumes – Photothèque Publications Chambres d'hôtes
Branche de Sanaa (1978) du Département Orient du DAI	Arabie du Sud, Yémen actuel, & Corne de l'Afrique	Pas de personnel allemand sur place. 7 personnes à Berlin	Bourses de voyage pour post-doctorants. Bourses de recherche entrantes et sortantes destinées à de jeunes chercheurs n'appartenant pas au DAI	Archéologie	Bibliothèque + 4000 volumes
Branche de Téhéran (1961) du Département Eurasie du DAI	Iran	Une directrice à Téhéran. Pas d'autre information.	Bourses de voyage pour post-doctorants. Bourses de recherche entrantes et sortantes destinées à de jeunes chercheurs n'appartenant pas au DAI	Archéologie	Bibliothèque + 15 000 volumes Photothèque
DEIHAL Jérusalem Unité Mixte : DEI (Institut protestant allemand d'archéologie) – DAI (1900 puis 2006)	Iraël / Palestine	9 personnes : directeur, 5 assistants de recherche, 2 volontaires, 1 technicien (local)	Bourses de voyage pour post-doctorants. Bourses de recherche entrantes et sortantes destinées à de jeunes chercheurs n'appartenant pas au DAI	Archéologie (Ancien Testament)	Bibliothèque + 13 000 volumes Chambres d'hôtes

DEIHAL Amman Unité Mixte : DEI (Institut protestant allemand d'archéologie) – Deutsches Archeologisches Institut (1900 puis 2006)	Jordanie	5 personnes : directrice, coordinatrice de projets, administratrice, 2 techniciens (+ stagiaires occasionnels)	Bourses de voyage pour post-doctorants. Bourses de recherche entrantes et sortantes destinées à de jeunes chercheurs n'appartenant pas au DAI	Archéologie (Ancien Testament)	Bibliothèque Chambres d'hôtes
--	----------	--	---	--------------------------------	-------------------------------

Max Weber Stiftung – Instituts allemands de sciences humaines à l'étranger

Orient Institut Beirut (1961)	Liban : monde arabe, Asie occidentale et Afrique du Nord en général.	Directrice, directeur adjoint; équipe administrative, technique et IT : 11; bibliothèque et publications : 5; chercheurs associés : 5, chercheurs invités : 6 (à la date de consultation du site)	Bourses pour doctorants ainsi que post-docs, stages. Tarifs/ mois (basés sur les taux du German Academic Exchange Service) : 900 € pour les étudiants de troisième cycle; 1200 € pour les doctorants; bourses de recherche selon la qualification.	SHS	Bibliothèque + 130 000 volumes Publications et chambres d'hôtes
Orient Institut Beirut : bureau Égypte (2010)	Égypte : Bureau de l'OIB au Caire, hébergé au DAAD (équivalent Campus France)	1 coordinatrice scientifique		SHS	non
Orient Institut Istanbul (autonomie/ OIB : 2009)	Turquie + zone culturelle iranienne, Caucase et Asie centrale	Directrice, directeur adjoint; équipe administrative, technique et IT : 7; bibliothèque et publications : 4; chercheurs associés : 8; Doctorants boursiers : 4; chercheurs invités : 2 (à la date de consultation du site)		SHS	Bibliothèque + 43 000 volumes Publications

Merian Centres (Consortium Universitaire international)

Merian Centre for Advanced Studies in the Maghreb (2020)] Tunis	Maghreb	Directeur – pas d'information	Pas d'information	Sciences Humaines et Sociales : 5 axes – inégalité et mobilité; mémoire et justice; esthétique et pratiques culturelles; ressources et durabilité; identités et croyances + 2 axes transversaux « Perspectives historiques et régionales comparées » et « Méthodes numériques ».	Non
--	---------	-------------------------------	-------------------	--	-----

Grande Bretagne

Nom	Zone	Personnel	Bourse	Spécialisations	Bibliothèque
British International Research Institutes (BIRI)					
British Institute at Ankara (1948)	Turquie et région de la Mer Noire	Directrice + adjoint; 4 chercheurs et post-docs; 6 chercheurs associés; personnel local admin et entretien: 3,5 + bibliothèque: 2,5; Basés à Londres et à temps partiel: 1 manager; 1 responsable de com; 1 appui pour recherche de financement; 1 secrétaire de rédaction – + « Council of management »: trois personnes à titre honorifique	Bourses de recherche: subventions jusqu'à £20,000 / Subventions jusqu'à £5,000 pour un an maxi / Subventions d'étude jusqu'à £2,000 pour terrain ou autres recherches dans la région / Co-accueil des bourses de la British Academy Contrats postdoctoraux (bourses annuelles, semestrielles et liées à des projets)	Archéologie, histoire ancienne et moderne, sciences du climat et de l'environnement, gestion du patrimoine et sciences sociales et politiques	Bibliothèque + 65 000 volumes Publications
British Institute of Persian Studies – Téhéran (1961)	Iran et monde Persan	Pas de personnel britannique en Iran: 2 employés locaux: 1 manager, 1 bibliothécaire. À Londres: 1 directrice + 1 « outreach director » honoraire + 1 administrateur + 1 coordinatrice + 3 éditeurs sc. pour les publications	Bourses de recherches: pour chercheurs en poste dans l'ESR de Grande Bretagne: varient entre 1000 et 6000£. Bourses de voyage: pour masterants et doctorants dans l'ESR britannique. Limitées à 1200£	SHS	Bibliothèque + 40 000 volumes Publications Chambres d'hôtes
Council for British Research in the Levant (1998) = regroupe le Kenyon Institute et le British Institute in Amman	Jordanie, Palestine, Israël, Liban, Syrie et Chypre.	À Londres: 2 plein temps et 3 temps partiels mutualisés pour l'administration, développement, finances, communication	Bourses de chercheurs en visite et bourses postdoctorales. Bourses de projet: subvention pour « projet pilote » (jsq 7500£), bourses pour achever un projet et bourses d'équipe (jsq 5000£). Bourses de voyage: pour des visites de recherche exploratoire. Ouverte aux doctorants (jsq 800£). Soutien aux ateliers	Archéologie; SHS	Publications

Kenyon Institute (KI) – Jerusalem (1919 puis 2001)	Israël/Palestine	4 : Directeur, administrateur, bibliothécaire, technicien + 2 chercheurs invités	Bourses de chercheurs en visite et bourses postdoctorales. Bourses de projet: subvention pour « projet pilote » (jsq 7500£), bourses pour achever un projet et bourses d'équipe (jsq 5000£). Bourses de voyage : pour des visites de recherche exploratoire. Ouverte aux doctorants (jsq 800£). Soutien aux ateliers	Archéologie ; SHS	Bibliothèque + 10 000 volumes Cartothèque Chambres d'hôtes
British Institute in Amman (1978)	Jordanie	Directrice + 3 chercheurs (pas d'autre information disponible)	Bourses de chercheurs en visite et bourses postdoctorales. Bourses de projet: subvention pour « projet pilote » (jsq 7500£), bourses pour achever un projet et bourses d'équipe (jsq 5000£). Bourses de voyage : pour des visites de recherche exploratoire. Ouverte aux doctorants (jsq 800£). Soutien aux ateliers	Archéologie ; SHS	Bibliothèque Chambres d'hôtes

Pays-Bas

Nom	Zone	Personnel	Bourse	Spécialisations	Bibliothèque
Consortium d'universités : Amsterdam, Utrecht, Leiden, Groningen, VU Amsterdam and Radboud					
Nederlands-Vlaams Instituut in Cairo (1971)	Égypte	15 : Directeur, 2 dir. adjoints, 1 administratrice, 8 personnel adm et technique, 2 bibliothécaires, 1 enseignant (+ enseignants vacataires)	Pas d'information	Études arabes et islamiques, égyptologie, archéologie, SHS	Bibliothèque + 16 000 volumes Filmothèque Chambres d'hôtes Cours de langue
Nederlands Instituut in Turkije (1958) – Istanbul	Turquie et région	Directeur, 1 assistante, 1 assistante à temps partiel, 1 bibliothécaire + 7 chercheurs associés	4 à 5 bourses en 2020 pour étudiants (MA, rMA, PhD)	Histoire et archéologie, SHS	Bibliothèque + 15 000 volumes Chambres d'hôtes Publications
Nederlands Instituut Marokko – Rabat (2006)	Maroc	Directeur, 1 manager, 3 « coordinateurs », 1 bibliothécaires, 2 / personnel technique	Pas d'information	SHS Activités pas exclusivement centrées sur la recherche.	Bibliothèque généraliste

Suède

Nom	Zone	Personnel	Bourse	Spécialisations	Bibliothèque
Association à but non lucratif					
Svenska Forskningsinstitut i Istanbul – Swedish Research Institute in Istanbul (1962)	Turquie, Moyen-Orient, Asie Centrale	1 directeur (chercheur) + 1 directeur adjoint + 2,5 ETP locaux (administrateur ; agent d'entretien ; bibliothécaire) + gestionnaire mutualisé basé en Suède	Bourses de séjour de 1200€/mois (1 mois – 6 par an en moyenne – et 3 mois – 2 par an en moyenne) pour étudiants scandinaves (master, doctorat, post-doc) travaillant en SHS sur la Turquie ou la région.	Archéologie, histoire de l'art et de l'architecture, études classiques et byzantines. SHS	Bibliothèque + 10.000 volumes Chambres d'hôtes Publications

Finlande

Nom	Zone	Personnel	Bourse	Spécialisations	Bibliothèque
Foundation of the Finnish Institute in the Middle East					
Suomen Lähi-idän instituutti	Beyrouth	Directrice + assistant + 1 chercheur + 1 coord. Recherche + 2 stagiaires + 2,5 ETP en Finlande	11000 € de bourses en 2019 – 8 bénéficiaires, chercheurs et étudiants, pour des recherches dans les pays de la sphère d'activité de l'Institut, des voyages connexes et étude de la langue arabe.	SHS (thématiques variant en fonction du personnel en poste)	Publication électronique seulement
Suomen Lähi-idän instituutti – Kairon edustaja (bureau du Caire)	Le Caire	1 représentant (temps partiel)	11000 € de bourses en 2019 – 8 bénéficiaires, chercheurs et étudiants, pour des recherches dans les pays de la sphère d'activité de l'Institut, des voyages connexes et étude de la langue arabe.	SHS (thématiques variant en fonction du personnel en poste)	Publication électronique seulement

Autriche

Nom	Zone	Personnel	Bourse	Spécialisations	Bibliothèque
Austrian Academy of Sciences (OeAW)					
Österreichisches Archäologisches Institut – Austrian Archeological Institute Cairo (1972)	Égypte	1 directrice + 3 chercheurs + secrétaire	Bourses centralisées à l'österreichische Akademie der Wissenschaften (certaines bourses financées par des opérateurs privés)	Archéologie, égyptologie + coopérations internationales et interface pour toutes les institutions autrichiennes souhaitant mener des recherches en Égypte	non

États-Unis

Nom	Zone	Personnel	Bourse	Spécialisations	Bibliothèque
Council of American Overseas Research Centers (CAORC)					
American Research Centre in Egypt – Le Caire (1951)	Égypte	Directrice et équipe de 23 personnes au Caire (management, logistique et administration) + 3 à Louxor + 4 postes adm. fin. & comm ^o basés aux E-U.	10+ « fellowships » par an niveau post-doc et chercheur + Antiquities Endowment Fund (USAID via ARCE) = 14 projets en 2019	Histoire et culture égyptiennes + Activités pas exclusivement centrées sur la recherche	Bibliothèque + 30 000 volumes Publications Organisation de voyages
American Research Institute in Turkey – Istanbul & Ankara (1964)	Turquie	?	6 « fellowships » par an pour la recherche et l'étude des langues.	SHS	Deux bibliothèques : Istanbul + 10 000 volumes / Ankara : 13.000 volumes
Palestinian American Research Center – Ramallah (1998)	Palestine	1 directrice + admin.?	3 différentes « fellowships » pour doctorants, post-doctorants ou chercheurs américains et pour chercheurs palestiniens	SHS	Bibliothèque partagée avec l'Institute for Palestine Studies
W.F. Albright Institute of Archaeological Research – Jérusalem (également affilié à l'American School of Oriental Research) (1900)	Israël/ Palestine	Directeur et équipe de 14 personnes (management, logistique et administration)	200 000\$ de « fellowships » par an pour 20 bénéficiaires (doctorants, post-doctorants, chercheurs et enseignants-chercheurs) pour une durée de 1 à 4 mois. Reçoit dans l'année 50 bénéficiaires de « fellowships » provenant d'autres sources.	Archéologie et Proche-Orient ancien	Bibliothèque + 35 000 volumes Chambres d'hôtes & appartements Restauration
American Center of Oriental Research – Amman (également affilié à l'American School of Oriental Research) (1968)	Jordanie et Moyen-Orient	15 + 1 poste d'assist. de direction basé aux USA	15 « fellowships » pour masterants, doctorants ou post-docs ainsi que pour Jordaniens travaillant sur le patrimoine du pays. Les contrats doctoraux ou post-doctoraux > 6 mois vont de 26 500 à 50 000\$. Les bourses de voyage ou de terrain vont de 600 à 3500\$.	Archéologie et SHS	40 000 volumes + périodiques Cartothèque + photothèque Chambres d'hôtes Publications numériques

American Institute for Maghrib Studies (1984)			Bourses de recherche de courte ou longue durée pour chercheurs américains (18 en 2020-2021), 4 bourses CAORC/ Mellon de 3 ans pour chercheurs maghrébins. Bourse pour archéologie en Libye.	SHS	
Centre d'Études Maghrébines à Tunis (1987)	Tunisie	Directrice + adjoint + 1	Bourses de recherche de courte ou longue durée pour chercheurs américains (18 en 2020-2021), 4 bourses CAORC/ Mellon de 3 ans pour chercheurs maghrébins. Bourse pour archéologie en Libye.	SHS	Bibliothèque + 1500 volumes
Centre d'Études Maghrébines en Algérie - Oran (2006)	Algérie	Directeur + adjoint + 1	Bourses de recherche de courte ou longue durée pour chercheurs américains (18 en 2020-2021), 4 bourses CAORC/ Mellon de 3 ans pour chercheurs maghrébins. Bourse pour archéologie en Libye.	SHS	En développement.

États-Unis (suite)

Columbia Centers

Nom	Zone	Personnel	Bourse	Spécialisations	Bibliothèque
Columbia Global Center Amman (2009)	Jordanie	Centre de rattachement du vice-président des CGC + 1 adjointe + 9 admin + 3 chargés de progr.	Le « President Global Innovation Fund » permet aux enseignants-chercheurs de Columbia U. de développer des projets au sein d'un des Columbia Global Centers ainsi que des collaborations entre les centres. Un à deux projets par an concernent chaque centre.	SHS	Fonds issu d'une donation + accès aux ressources en ligne de Columbia University.
Columbia Global Center Tunis (2018)	Tunisie et Afrique du Nord	2 (directeur et responsable des programmes)	Le « President Global Innovation Fund » permet aux enseignants-chercheurs de Columbia U. de développer des projets au sein d'un des Columbia Global Centers ainsi que des collaborations entre les centres. Un à deux projets par an concernent chaque centre.	SHS	Accès aux ressources en ligne de Columbia University
Columbia Global Center Istanbul (2012)	Turquie	Directrice +1 Chercheur + 4 admin. Fin. Comm.	Le « President Global Innovation Fund » permet aux enseignants-chercheurs de Columbia U. de développer des projets au sein d'un des Columbia Global Centers ainsi que des collaborations entre les centres. Un à deux projets par an concernent chaque centre.	SHS	Accès aux ressources en ligne de Columbia University

Universités américaines

Nom	Zone	Personnel	Bourse	Spécialisations	Bibliothèque
American University in Cairo	Égypte	Pas de PhD en SHS. Recherche SHS: Cynthia Nelson Institute for Gender and Women's Studies; Access to Knowledge for Development Center (A2K4D); The Center for Translation Studies (CTS); Middle East Studies Center (MESC); Center for Migration and Refugee Studies (CMRS); Social Research Center			Campus
American University in Beirut	Liban	PhD au Department of Arabic and Near Eastern Languages; Recherche SHS: Asfari Institute for Civil Society and Citizenship; Farouk Jabre Center for Arabic and Islamic Science and Philosophy; Issam Fares Institute for Public Policy and International Affairs; Center for Arab and Middle Eastern Studies; Center for Arts and Humanities; AUB4Refugees Initiative			Campus
American University in Central Asia	Kirghizistan	Pas de PhD. Recherche SHS: Central Asian Studies Institute; Tian Shan Policy Center; Institute for Policy and Social Change; Center for Critical Gender Studies; Center for Environment and Development			Campus

États-Unis (suite)

Northwestern University Qatar	Qatar	Pas de PhD; Recherche par projets : African Studies; Cultural Studies; Feminist Media Studies & Gender and Media; Film; History; Islam; Literature, Writing, and Performance Studies; Media and Communication in MENA Countries; Middle Eastern Studies; Migration, Conflict, Human Rights, and Security Studies; Race and Identity	Campus
New York University Abu Dhabi	Abu Dhabi	PhD en économie; Recherche SHS: Arab Center for the Study of Art; Center for Cyber Security; Center for Interacting Urban Networks; Global TIES for Children; Humanities Research Fellowship Program; Projets: Library of Arabic Literature; Akkasah, the Center for Photography; Dhakira Center for Heritage Studies in the UAE; Family Business Histories; Ideas of India; Identity and Politics Workgroup; Laboratory of Experimental Cinema; Re-Counting the Past; Simplification of Arabic Masterpieces for Extensive Reading; Social Science Experimental Laboratory; Working Group in African Political Economy; eARTHumanities Research Initiative; Contrats postdoctoraux: Humanities Research Fellowship Program	Campus

Georgetown University in Qatar	Doha	Pas de PhD ; Recherche SHS : Center for International and Regional Studies ; Projets : Ismaha ; Indian Ocean ; Islamic bioethics ; Waqf	Campus
American University Iraq Sumaimani	Souleimaniye	Pas de PhD ; Recherche SHS : Institute of Regional and International Studies ; Gender and Development Studies	Campus

INDEX DES SIGLES ET ACRONYMES

ACOR	American Center of Oriental Research	DFG	Deutsche Forschungsgemeinschaft
AIAR	W.F. Albright Institute of Archaeological Research (USA)	EFE	Écoles Françaises à l'Étranger
AIMS	American Institute for Maghrib Studies	FTS	Forum Transregionale Studien
ARCE	American Research Centre in Egypt	FES	Friedrich-Ebert-Stiftung
ARIT	American Research Institute in Turkey	IFAO	Institut Français d'Archéologie Orientale
AUC	American University in Cairo	IFEA	Institut Français d'Études Anatoliennes
AUB	American University of Beirut	IFEAC	Institut Français d'Études sur l'Asie Centrale
AIYS	American Institute for Yemeni Studies	IFPO	Institut français du Proche-Orient
AIIRS	American Institute of Iranian Studies	IFRI	Institut Français de Recherche en Iran
BA	British Academy	IRMC	Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain
BCRL	British Council for Research in the Levant	KAS	Konrad-Adenauer-Stiftung
BIA	British Institute Amman	KI	Kenyon Institute (GB)
BIAA	British Institute of Archeology at Ankara	MWS	Max Weber Stiftung
BIPS	British Institute of Persian Studies	NEH	National Endowment for the Humanities
BIRI	British International Research Institutes	NIMAR	Nederlands Instituut Marokko
CAORC	Council of American Overseas Research Centers	NIT	Nederlands Instituut in Turkije
CBRL	Council for British Research in the Levant	NVIC	Nederlands-Vlaams Instituut in Cairo
CEDEJ	Centre d'Études et de Documentation Economiques, Juridiques et Sociales	NYUAB	New York University Abu Dhabi
CEFREPA	Centre Français de Recherche de la Péninsule Arabique	OIB	Orient Institut Beirut (All)
CEMA	Centre d'Études Maghrébines en Algérie (USA)	OIIST	Orient Institut Istanbul (All)
CEMAT	Centre d'Études Maghrébines à Tunis (USA)	ORC	Overseas Research Centers (USA)
CGC	Columbia Global Center	PARC	Palestinian American Research Center
CJB	Centre Jacques Berque	TARII	Research Center and Library à Bagdad
CRFJ	Centre de Recherche Français à Jérusalem	TFG	Transnationale Forschungsgruppe
CU	Columbia University		
DAI	Deutsches Archäologisches Institut		
DEIAHL	Deutsches Evangelisches Institut für Altertumswissenschaft des Heiligen Landes Jerusalem		

108—109

COLOPHON ET REMERCIEMENTS

Ce cahier a bénéficié de l'expertise d'Emmanuel Giraudet, ingénieur cartographe au CERMI qui a réalisé les modèles cartographiques initiaux; de la relecture attentive de Mehdi Sakatni, post-doctorant GIS MOMM, d'Imane-Hélène Chames-Eddine, doctorante et stagiaire GIS MOMM, et des entretiens accordés par les interlocuteurs ci-dessous. Nous les remercions tous ici chaleureusement.

Prof. Betty Anderson

Boston University

Prof. Ulrike Freitag,

Directrice, Leibniz-Zentrum

Modernier Orient

Georges Khalil,

Coordinateur académique, Forum

Transregionale Studien

Eberhard Kienle

Directeur de recherche,

CNRS – Sciences Po

Philip Lewis

Responsable de l'international,

British Academy

Prof. Dr. Raoul Motika

Ex-directeur,

Orient Institut Istanbul

Dr. Ahmad Al-Mousa

Program Manager,

Columbia Global Center Amman

Prof. Ingela Nilsson

Directrice,

Swedish Research Institute

in Istanbul

Dr. Carol Palmer

Directrice, Council for British

Research in the Levant Amman

Hanya Salah

Directrice adjointe, Columbia

Global Center Amman

Lesley Talbot

Responsable adjointe du

financement de la recherche,

British Academy

Dr. Lutgarde Vandeput

Directrice, British Institute

at Ankara

Dr. Harald Rosenbach

Directeur exécutif,

Max Weber Stiftung

Dr. Philipp von Rummel

Secrétaire général, Deutsches

Archäologisches Institut

Alexandre Toumarkine

Professeur, INALCO

Dr. Neha Vora

Associate Prof.,

Lafayette College

Heidi Wiederkehr

Directrice adjointe,

Council of American Overseas

Research Centers

La réalisation de ce Cahier
a bénéficié d'un soutien financier
de la Direction générale de la
Recherche et de l'Innovation, ministère
français de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche et de l'Innovation.



Groupement d'Intérêt Scientifique
Moyen-Orient et mondes musulmans
Campus Condorcet
Bâtiment de recherche Sud
5, Cours des Humanités
93322 Aubervilliers Cedex
www.majlis-remomm.fr

Texte placé sous licence Creative Commons.
Attribution-ShareAlike 4.0 International
(CC BY-SA 4.0)
<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0>



Les centres de recherche américains et européens au Maghreb, au Moyen-Orient et en Asie Centrale

Rapport préparé par le Groupement d'Intérêt Scientifique Moyen-Orient et mondes musulmans

